

MARDI 15 AOÛT 2017

"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale."

- = **Dennis Meadows: je pense vraiment que l'humanité n'a plus de chance de s'en sortir** p.1
- = **Limites et frontières : là où finira notre civilisation** p.6
- = **« Nous sommes en train de vivre une mosaïque d'effondrements » : la fin annoncée de la civilisation industrielle** p.9
- = **6^{ème} extinction des espèces : pourquoi cela nous intéresse pas, ce que nous pouvons faire maintenant** p.16
- = **L'homme, cet animal suicidaire peint par Jared Diamond** p.22
- = **Nous n'avons pas quatre planètes à notre disposition ! (Biosphere)** p.29
- = **Des paroles et des actes (James Howard Kunstler)** p.30
- = **La guerre monétaire, puis commerciale... en attendant la vraie ? (Jim Rickards)** p.32
- = **Cette bombe à retardement du Pacifique qui inquiète les scientifiques** p.36

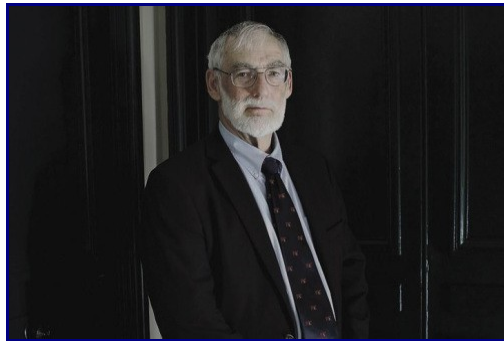
SECTION ÉCONOMIE

- = **Dix ans après la crise financière, on a à nouveau «tous les symptômes»** p.38
- = **Il y a plus d'un siècle, les banques centrales mentaient déjà éhontément avec la complicité de la presse** p.39
- = **L'économie sous la menace de Trump (Nouriel Roubini)** p.40
- = **La fragile reprise de l'économie mondiale (Nouriel Roubini)** p.43
- = **La descente aux enfers du Venezuela (Dominique Moisi)** p.45



Dennis Meadows: je pense vraiment que l'humanité n'a plus de chance de s'en sortir

Liberation 29 octobre 2014



Dès le premier sommet de la Terre en 1972, le chercheur américain Dennis Meadows partait en guerre contre la croissance. A la veille de la conférence «Rio + 20», il dénonce les visions à court terme et dresse un bilan alarmiste.

En 1972, quatre jeunes scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT) rédigent à la demande du Club de Rome un rapport intitulé The Limits to Growth (les Limites à la croissance). Celui-ci va choquer le monde. Leur analyse établit clairement les conséquences dramatiques d'une croissance économique et démographique exponentielle dans un monde fini. En simulant les interactions entre population, croissance industrielle, production alimentaire et limites des écosystèmes terrestres, ces

chercheurs élaborent treize scénarios, treize trajectoires possibles pour notre civilisation. Nous sommes avant la première crise pétrolière de 1973, et pour tout le monde, la croissance économique ne se discute pas. Aujourd'hui encore, elle reste l'alpha et l'oméga des politiques publiques. En 2004, quand les auteurs enrichissent leur recherche de données accumulées durant trois décennies d'expansion sans limites, l'impact destructeur des activités humaines sur les processus naturels les conforte définitivement dans leur raisonnement. Et ils sont convaincus que le pire scénario, celui de l'effondrement, se joue actuellement devant nous.

« *Il y a deux façons d'être heureux : avoir plus ou vouloir moins. Comme je trouve qu'il est indécent d'avoir plus, je choisis de vouloir moins.* »

Rencontre avec l'un de ces scientifiques, Dennis Meadows, à la veille de la conférence de Rio + 20.

Vous qui avez connu la première conférence, celle de Stockholm, en 1972, que vous inspire cette rencontre, quarante ans plus tard ?

Comme environnementaliste, je trouve stupide l'idée même que des dizaines de milliers de personnes sautent dans un avion pour rejoindre la capitale brésilienne, histoire de discuter de soutenabilité. C'est complètement fou. Dépenser l'argent que ça coûte à financer des politiques publiques en faveur de la biodiversité, de l'environnement, du climat serait plus efficace.

Il faut que les gens comprennent que Rio + 20 ne produira aucun changement significatif dans les politiques gouvernementales, c'est même l'inverse.

Regardez les grandes conférences onusiennes sur le climat, chaque délégation s'évertue à éviter un accord qui leur poserait plus de problèmes que rien du tout. La Chine veille à ce que personne n'impose de limites d'émissions de CO₂, les États-Unis viennent discréditer l'idée même qu'il y a un changement climatique. Avant, les populations exerçaient une espèce de pression pour que des mesures significatives sortent de ces réunions. Depuis Copenhague, et l'échec cuisant de ce sommet, tout le monde a compris qu'il n'y a plus de pression. Chaque pays est d'accord pour signer en faveur de la paix, de la fraternité entre les peuples, du développement durable, mais ça ne veut rien dire. Les pays riches promettent toujours beaucoup d'argent et n'en versent jamais.

Vous n'y croyez plus ?

Tant qu'on ne cherche pas à résoudre l'inéquation entre la recherche perpétuelle de croissance économique et la limitation des ressources naturelles, je ne vois pas à quoi ça sert. A la première conférence, en 1972, mon livre « *Les Limites à la croissance* » (dont une nouvelle version enrichie a été publiée en mai) avait eu une grande influence sur les discussions. J'étais jeune, naïf, je me disais que si nos dirigeants se réunissaient pour dire qu'ils allaient résoudre les problèmes, ils allaient le faire. Aujourd'hui, je n'y crois

plus !

L'un des thèmes centraux de la conférence concerne l'économie verte. Croyez-vous que ce soit une voie à suivre ?

Il ne faut pas se leurrer : quand quelqu'un se préoccupe d'économie verte, il est plutôt intéressé par l'économie et moins par le vert. Tout comme les termes soutenabilité et développement durable, le terme d'économie verte n'a pas vraiment de sens. Je suis sûr que la plupart de ceux qui utilisent cette expression sont très peu concernés par les problèmes globaux. La plupart du temps, l'expression est utilisée pour justifier une action qui aurait de toute façon été mise en place, quelles que soient les raisons.

Vous semblez penser que l'humanité n'a plus de chance de s'en sortir ?

Avons-nous un moyen de maintenir le mode de vie des pays riches ? Non. Dans à peine trente ans, la plupart de nos actes quotidiens feront partie de la mémoire collective, on se dira : *«Je me souviens, avant, il suffisait de sauter dans une voiture pour se rendre où on voulait»*, ou *«je me souviens, avant, on prenait l'avion comme ça»*. Pour les plus riches, cela durera un peu plus longtemps, mais pour l'ensemble des populations, c'est terminé. On me parle souvent de l'image d'une voiture folle qui foncerait dans un mur. Du coup, les gens se demandent si nous allons appuyer sur la pédale de frein à temps. Pour moi, nous sommes à bord d'une voiture qui s'est déjà jetée de la falaise et je pense que, dans une telle situation, les freins sont inutiles. Le déclin est inévitable.

En 1972, à la limite, nous aurions pu changer de trajectoire. A cette époque, l'empreinte écologique de l'humanité était encore soutenable. Ce concept mesure la quantité de biosphère nécessaire à la production des ressources naturelles renouvelables et à l'absorption des pollutions correspondant aux activités humaines. En 1972, donc, nous utilisions 85% des capacités de la biosphère. Aujourd'hui, nous en utilisons 150% et ce rythme accélère. Je ne sais pas exactement ce que signifie le développement durable, mais quand on en est là, il est certain qu'il faut ralentir. C'est la loi fondamentale de la physique qui l'exige : plus on utilise de ressources, moins il y en a. Donc, il faut en vouloir moins.

La démographie ne sera pas abordée à Rio + 20. Or, pour vous, c'est un sujet majeur...

La première chose à dire, c'est que les problèmes écologiques ne proviennent pas des humains en tant que tels, mais de leurs modes de vie. On me demande souvent : ne pensez-vous pas que les choses ont changé depuis quarante ans, que l'on comprend mieux les problèmes ? Je réponds que le jour où l'on discutera sérieusement de la démographie, alors là, il y aura eu du changement.

Jusqu'ici, je ne vois rien, je dirais même que c'est pire qu'avant. Dans les années 70, les Nations unies organisaient des conférences sur ce thème, aujourd'hui, il n'y a plus rien.

Pourquoi ?

Je ne comprends pas vraiment pourquoi. Aux États-Unis, on ne discute plus de l'avortement comme d'une question médicale ou sociale, c'est exclusivement politique et religieux.

Personne ne gagnera politiquement à ouvrir le chantier de la démographie. Du coup, personne n'en parle. Or, c'est un sujet de très long terme, qui mérite d'être anticipé.

Au Japon, après Fukushima, ils ont fermé toutes les centrales nucléaires. Ils ne l'avaient pas planifié, cela a donc causé toutes sortes de problèmes. Ils ont les plus grandes difficultés à payer leurs importations de pétrole et de gaz. C'est possible de se passer de nucléaire, mais il faut le planifier sur vingt ans.

C'est la même chose avec la population. Si soudainement vous réduisez les taux de natalité, vous avez des problèmes : la main-d'œuvre diminue, il devient très coûteux de gérer les personnes âgées, etc. A Singapour, on discute en ce moment même de l'optimum démographique. Aujourd'hui, leur ratio de dépendance est de 1,7, ce qui signifie que pour chaque actif, il y a 1,7 inactif (enfants et personnes âgées compris). S'ils stoppent la croissance de la population, après la transition démographique, il y aura un actif pour sept inactifs. Vous comprenez bien qu'il est impossible de faire fonctionner correctement un système social dans ces conditions. Vous courez à la faillite. Cela signifie qu'il faut transformer ce système, planifier autrement en prenant en compte tous ces éléments.

La planification existe déjà, mais elle ne fonctionne pas. Nous avons besoin de politiques qui coûteraient sur des décennies mais qui rapporteraient sur des siècles. Le problème de la crise actuelle, qui touche tous les domaines, c'est que les gouvernements changent les choses petit bout par petit bout. Par exemple, sur la crise de l'euro, les rustines inventées par les États tiennent un ou deux mois au plus. Chaque fois, on ne résout pas le problème, on fait redescendre la pression, momentanément, on retarde seulement l'effondrement.

Depuis quarante ans, qu'avez-vous raté ?

Nous avons sous-estimé l'impact de la technologie sur les rendements agricoles, par exemple. Nous avons aussi sous-estimé la croissance de la population. Nous n'avons pas imaginé l'ampleur des bouleversements climatiques, la dépendance énergétique. En 1972, nous avons élaboré treize scénarios, j'en retiendrais deux : celui de l'effondrement et celui de l'équilibre. Quarante ans plus tard, c'est indéniablement le scénario de l'effondrement qui l'emporte ! Les données nous le montrent, ce n'est pas une vue de l'esprit.

Le point-clé est de savoir ce qui va se passer après les pics. Je pensais aussi honnêtement que nous avons réussi à alerter les dirigeants et les gens, en général, et que nous pouvions éviter l'effondrement. J'ai compris que les changements ne devaient pas être simplement technologiques mais aussi sociaux et culturels. Or, le cerveau humain n'est

pas programmé pour appréhender les problèmes de long terme. C'est normal : Homo Sapiens a appris à fuir devant le danger, pas à imaginer les dangers à venir. Notre vision à court terme est en train de se fracasser contre la réalité physique des limites de la planète.

N'avez-vous pas l'impression de vous répéter ?

Les idées principales sont effectivement les mêmes depuis 1972. Mais je vais vous expliquer ma philosophie : je n'ai pas d'enfants, j'ai 70 ans, j'ai eu une super vie, j'espère en profiter encore dix ans. Les civilisations naissent, puis elles s'effondrent, c'est ainsi. Cette civilisation matérielle va disparaître, mais notre espèce survivra, dans d'autres conditions.

Moi, je transmets ce que je sais, si les gens veulent changer c'est bien, s'ils ne veulent pas, je m'en fiche. J'analyse des systèmes, donc je pense le long terme. Il y a deux façons d'être heureux : avoir plus ou vouloir moins. Comme je trouve qu'il est indécent d'avoir plus, je choisis de vouloir moins.

Partout dans les pays riches, les dirigeants promettent un retour de la croissance, y croyez-vous ?

C'est fini, la croissance économique va fatalement s'arrêter, elle s'est déjà arrêtée d'ailleurs. Tant que nous poursuivons un objectif de croissance économique «perpétuelle», nous pouvons être aussi optimistes que nous le voulons sur le stock initial de ressources et la vitesse du progrès technique, le système finira par s'effondrer sur lui-même au cours du XXI^e siècle. Par effondrement, il faut entendre une chute combinée et rapide de la population, des ressources, et de la production alimentaire et industrielle par tête.

Nous sommes dans une période de stagnation et nous ne reviendrons jamais aux heures de gloire de la croissance. En Grèce, lors des dernières élections, je ne crois pas que les gens croyaient aux promesses de l'opposition, ils voulaient plutôt signifier leur désir de changement. Idem chez vous pour la présidentielle. Aux États-Unis, après Bush, les démocrates ont gagné puis perdu deux ans plus tard. Le système ne fonctionne plus, les gens sont malheureux, ils votent contre, ils ne savent pas quoi faire d'autre. Ou alors, ils occupent Wall Street, ils sortent dans la rue, mais c'est encore insuffisant pour changer fondamentalement les choses.

Quel système économique fonctionnerait d'après vous ?

Le système reste un outil, il n'est pas un objectif en soi. Nous avons bâti un système économique qui correspond à des idées. La vraie question est de savoir comment nous allons changer d'idées. Pour des pans entiers de notre vie sociale, on s'en remet au système économique. Vous voulez être heureuse ? Achetez quelque chose ! Vous êtes trop grosse ? Achetez quelque chose pour mincir ! Vos parents sont trop vieux pour s'occuper d'eux ? Achetez-leur les services de quelqu'un qui se chargera d'eux !

Nous devons comprendre que beaucoup de choses importantes de la vie ne s'achètent

pas.

De même, l'environnement a de la valeur en tant que tel, pas seulement pour ce qu'il a à nous offrir.

Limites et frontières : là où finira notre civilisation

par **Pablo Servigne, Raphaël Stevens Bastamag** 13 octobre 2015



On entend souvent dire qu'il est impossible d'avoir une croissance infinie dans un monde fini. Un monde fini ? Mais où se trouvent ces fameuses limites ? Et quelles sont-elles ? Pour bien comprendre, il est nécessaire de distinguer les limites – infranchissables – des frontières – franchissables, mais à nos risques et périls... Un texte publié en partenariat avec la revue belge Kairos.

Prenons la métaphore de la voiture. Après un démarrage lent et progressif, la voiture – notre civilisation industrielle – prend de la vitesse à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et entame une ascension époustouflante appelée « la grande accélération ». Aujourd'hui, après quelques signes de surchauffe et de toussotement du moteur, l'aiguille de la vitesse se met à vaciller. Va-t-elle continuer à grimper ? Va-t-elle se stabiliser ? Va-t-elle redescendre ?

Simple, voire simpliste, la métaphore de la voiture a le mérite de distinguer clairement les différents « problèmes » auxquelles nous sommes confrontés. En réalité, notre civilisation industrielle ne va pas droit dans le mur. Elle est confrontée à deux autres types de limites, ou plus précisément, à des limites (*limits*) et à des frontières (*boundaries*). Les limites sont représentées par la fin de notre réservoir d'essence, et les

frontières par les bords de la route.

Les limites : la fin du réservoir d'essence

Pour se maintenir, éviter les désordres financiers et les troubles sociaux, notre civilisation industrielle est obligée d'accélérer, de se complexifier, et de consommer de plus en plus d'énergie. Son expansion fulgurante est nourrie par une disponibilité exceptionnelle — mais bientôt révolue — en énergies fossiles très rentables d'un point de vue énergétique, couplée à une économie de croissance et d'endettement extrêmement instable.

Mais la croissance de notre civilisation industrielle, aujourd'hui contrainte par des limites géophysiques et économiques, a atteint une phase de rendements décroissants. La technologie, qui a longtemps servi à repousser ces limites thermodynamiques, est de moins en moins capable d'assurer cette accélération, et « verrouille » cette trajectoire non durable en empêchant l'innovation d'alternatives. L'ère des énergies fossiles abondantes et bon marché touche à sa fin, comme en témoigne la ruée vers les énergies fossiles non conventionnelles aux coûts environnementaux, énergétiques et économiques prohibitifs. Cela enterre définitivement toute possibilité de retrouver un jour de la croissance économique, et signe donc l'arrêt de mort d'un système économique basé sur des dettes... qui ne seront tout simplement jamais remboursées.

Les frontières : la sortie de route

En plus des limites infranchissables qui empêchent physiquement tout système économique de croître à l'infini, on trouve des « frontières » invisibles, floues, et difficilement prévisibles. Ce sont des seuils au-delà desquels les systèmes dont nous dépendons se dérèglent, comme le climat, les écosystèmes ou les grands cycles biogéochimiques de la planète. Il est possible de les franchir, mais les conséquences n'en sont pas moins catastrophiques. Ils représentent les bords de la route, au-delà desquelles notre voiture quitterait une zone de stabilité et ferait face à des obstacles imprévisibles. Une vitesse trop élevée du véhicule ne permet plus de percevoir les détails de la route et augmente inévitablement les risques d'accident...

Les sciences de la complexité ont découvert récemment qu'au-delà de certains seuils, les systèmes complexes – dont les économies ou les écosystèmes font partie – basculent brusquement vers de nouveaux états d'équilibre impossibles à connaître à l'avance, voire s'effondrent. Le système climatique global, de nombreux écosystèmes ou de grands cycles biogéochimiques de la planète ont aujourd'hui quitté la zone de stabilité que nous leur connaissions, annonçant le temps des grandes et brusques perturbations, qui en retour déstabiliseront (et probablement anéantiront) les sociétés industrielles, le reste de l'humanité voire même la majorité des autres espèces.

La transgression des frontières annonce des ruptures de systèmes alimentaires, sociaux, commerciaux ou sanitaires. C'est-à-dire, concrètement, des déplacements massifs de

population, des conflits armés, des épidémies et des famines. Dans ce monde devenu « non-linéaire », les événements imprévisibles de plus forte intensité seront la norme. Et il faut s'attendre à ce que régulièrement les solutions que l'on tentera d'appliquer perturbent encore davantage ces systèmes.

Nous sommes coincés

Chacune des limites (énergie, minéraux, etc.) et des frontières (climat, biodiversité, etc.) sont à elles seules capables de sérieusement déstabiliser la civilisation. Le problème, dans notre cas, est que nous nous heurtons simultanément à plusieurs limites et que nous avons déjà dépassé plusieurs frontières !

Le paradoxe qui caractérise notre époque — et probablement toutes les époques où une civilisation se heurtait à des limites et transgressait des frontières —, est que plus notre civilisation gagne en puissance, plus elle devient vulnérable. Le système politique, social et économique moderne globalisé grâce auquel plus de la moitié des humains vivent a sérieusement épuisé les ressources et perturbé les systèmes sur lesquels il reposait. Au point de dégrader dangereusement les conditions qui permettaient autrefois son expansion, qui garantissent aujourd'hui sa stabilité, et qui lui permettront de survivre.

Le résultat est clair, mais il fait mal. Pour nous préserver de trop grandes perturbations climatiques et écosystémiques (qui sont les seules à menacer l'espèce), il faut un arrêt du moteur. Le seul chemin à prendre pour se ménager un espace sans danger est donc de stopper nette la production et la consommation d'énergies fossiles, ce qui mène à un effondrement économique et probablement politique et social, c'est-à-dire à la fin de la civilisation thermo-industrielle.

Stopper pour éviter l'effondrement ?

A l'inverse, pour sauver le moteur de notre civilisation industrielle, il faut transgresser toujours plus de frontières, c'est-à-dire continuer à prospecter, creuser, produire et croître toujours plus vite. Cela mène inévitablement à des points de basculement climatiques, écologiques, et biogéophysiques, ainsi qu'au pic des ressources, donc en fin de compte au même résultat — un effondrement — à cela près qu'il pourrait être doublé d'une extinction de l'espèce humaine, voire de presque toutes les espèces vivantes.

Pour reprendre la métaphore de la voiture, alors que l'accélération n'a jamais été si forte, le niveau de carburant indique que nous sommes sur la réserve et que le moteur, à bout de souffle, se met à fumer et à tousser. Grisés par la vitesse, nous quittons la piste balisée et dévalons, avec une visibilité quasi nulle, une pente abrupte truffée d'obstacles. Certains passagers se rendent compte que la voiture est très fragile, mais apparemment pas le conducteur, qui continue à appuyer sur le champignon !

Pablo Servigne et Raphaël Stevens [1]

« Nous sommes en train de vivre une mosaïque d'effondrements » : la fin annoncée de la civilisation industrielle

par Ivan du Roy Bastamag 8 juin 2015



Sur les neuf frontières vitales au fonctionnement du « système Terre », au moins quatre ont déjà été transgressées par nos sociétés industrielles, avec le réchauffement climatique, le déclin de la biodiversité ou le rythme insoutenable de la déforestation. Transgresser ces frontières, c'est prendre le risque que notre environnement et nos sociétés réagissent « *de manière abrupte et imprévisible* », préviennent Pablo Servigne et Raphaël Stevens, dans leur livre « Comment tout peut s'effondrer ». Rappelant l'ensemble des données et des alertes scientifiques toujours plus alarmantes, les deux auteurs appellent à sortir du déni. « *Être catastrophiste, ce n'est ni être pessimiste, ni optimiste, c'est être lucide* ». Entretien.

Basta ! : Un livre sur l'effondrement, ce n'est pas un peu trop catastrophiste ?

Pablo Servigne et Raphaël Stevens : [1] La naissance du livre est l'aboutissement de quatre années de recherche. Nous avons fusionné des centaines d'articles et d'ouvrages scientifiques : des livres sur les crises financières, sur l'écocide, des ouvrages d'archéologie sur la fin des civilisations antiques, des rapports sur le climat... Tout en étant le plus rigoureux possible. Mais nous ressentions une forme de frustration : quand un livre aborde le pic pétrolier (le déclin progressif des réserves de pétrole puis de gaz),

il n'évoque pas la biodiversité ; quand un ouvrage traite de l'extinction des espèces, il ne parle pas de la fragilité du système financier... Il manquait une approche interdisciplinaire. C'est l'objectif du livre.

Au fil des mois, nous avons été traversés par de grandes émotions, ce que les anglosaxons appellent le « *Oh my god point* » (« Oh la vache ! » ou « Oh mon dieu ! »). On reçoit une information tellement énorme que c'en est bouleversant. Nous avons passé plusieurs « *Oh my god points* », comme découvrir que notre nourriture dépend entièrement du pétrole, que les conséquences d'un réchauffement au-delà des 2°C sont terrifiantes, que les systèmes hautement complexes, comme le climat ou l'économie, réagissent de manière abrupte et imprévisible lorsque des seuils sont dépassés. Si bien que, à force de lire toutes ces données, nous sommes devenus catastrophistes. Pas dans le sens où l'on se dit que tout est foutu, où l'on sombre dans un pessimisme irrévocable. Plutôt dans le sens où l'on accepte que des catastrophes puissent survenir : elles se profilent, nous devons les regarder avec courage, les yeux grand ouverts. Être catastrophiste, ce n'est ni être pessimiste, ni optimiste, c'est être lucide.

Pic pétrolier, extinction des espèces, réchauffement climatique... Quelles sont les frontières de notre civilisation « thermo-industrielle » ?

Nous avons distingué les frontières et les limites. Les limites sont physiques et ne peuvent pas être dépassées. Les frontières peuvent être franchies, à nos risques et périls. La métaphore de la voiture, que nous utilisons dans le livre, permet de bien les appréhender. Notre voiture, c'est la civilisation thermo-industrielle actuelle. Elle accélère de manière exponentielle, à l'infini, c'est la croissance. Or, elle est limitée par la taille de son réservoir d'essence : le pic pétrolier, [celui des métaux](#) et des ressources en général, le « pic de tout » (*Peak Everything*) pour reprendre l'expression du journaliste états-unien Richard Heinberg. A un moment, il n'y a plus suffisamment d'énergies pour continuer. Et ce moment, c'est aujourd'hui. On roule sur la réserve. On ne peut pas aller au-delà.



Ensuite, il y a les frontières. La voiture roule dans un monde réel qui dépend du climat, de la biodiversité, des écosystèmes, des grands cycles géochimiques. Ce système terre comporte la particularité d'être un système complexe. Les systèmes complexes réagissent de manière imprévisible si certains seuils sont franchis. Neuf frontières vitales à la planète ont été identifiées : le climat, la biodiversité, l'affectation des terres,

l'acidification des océans, la consommation d'eau douce, la pollution chimique, l'ozone stratosphérique, le cycle de l'azote et du phosphore et la charge en aérosols de l'atmosphère.

Sur ces neuf seuils, quatre ont déjà été dépassés, avec le réchauffement climatique, le déclin de la biodiversité, la déforestation et les perturbations du cycle de l'azote et du phosphore. L'Europe a par exemple perdu la moitié de ses populations d'oiseaux en trente ans ([lire ici](#)). La biodiversité marine est en train de s'effondrer et les premières « dead zones » (zones mortes) apparaissent en mer. Ce sont des zones où il n'y a carrément plus de vie, plus assez d'interactions du fait de très fortes pollutions ([voir ici](#)). Sur terre, le rythme de la déforestation demeure insoutenable [2]. Or, quand nous franchissons une frontière, nous augmentons le risque de franchissement des autres seuils. Pour revenir à notre métaphore de la voiture, cela correspond à une sortie de route : nous avons transgressé les frontières. Non seulement nous continuons d'accélérer, mais en plus nous avons quitté l'asphalte pour une piste chaotique, dans le brouillard. Nous risquons le crash.

Quels sont les obstacles à la prise de conscience ?

Il y a d'abord le déni, individuel et collectif. Dans la population, il y a ceux qui ne savent pas : ceux qui ne peuvent pas savoir par absence d'accès à l'information et ceux qui ne veulent rien savoir. Il y a ceux qui savent, et ils sont nombreux, mais qui n'y croient pas. Comme la plupart des décideurs qui connaissent les données et les rapports du GIEC, mais n'y croient pas vraiment. Enfin, il y a ceux qui savent et qui croient. Parmi eux, on constate un éventail de réactions : ceux qui disent « à quoi bon », ceux qui pensent que « tout va péter »...

L'alerte sur les limites de la croissance a pourtant été lancée il y a plus de 40 ans, avec le rapport du physicien américain Dennis Meadows pour le Club de Rome (1972). Comment expliquer cet aveuglement durable des « décideurs » ?

Quand un fait se produit et contredit notre représentation du monde, nous préférons déformer ces faits pour les faire entrer dans nos mythes plutôt que de les changer. Notre société repose sur les mythes de la compétition, du progrès, de la croissance infinie. Cela a fondé notre culture occidentale et libérale. Dès qu'un fait ne correspond pas à ce futur, on préfère le déformer ou carrément le nier, comme le font les climatosceptiques ou les lobbies qui sèment le doute en contredisant les arguments scientifiques.

Ensuite, la structure de nos connexions neuronales ne nous permet pas d'envisager facilement des événements de si grande ampleur. Trois millions d'années d'évolution nous ont forgé une puissance cognitive qui nous empêche d'appréhender une catastrophe qui se déroule sur le long terme. C'est l'image de l'araignée : la vue d'une mygale dans un bocal provoque davantage d'adrénaline que la lecture d'un rapport du GIEC ! Alors que la mygale enfermée est inoffensive et que le réchauffement climatique causera potentiellement des millions de morts. Notre cerveau n'est pas adapté à faire face à un

problème gigantesque posé sur le temps long. D'autant que le problème est complexe : notre société va droit dans le mur, entend-on. Ce n'est pas un mur. Ce n'est qu'après avoir dépassé un seuil – en matière de réchauffement, de pollution, de chute de la biodiversité – que l'on s'aperçoit que nous l'avons franchi.

Ne pouvons-nous pas freiner et reprendre le contrôle de la voiture, de notre civilisation ?

Notre volant est bloqué. C'est le verrouillage socio-technique : quand une invention technique apparaît – le pétrole et ses dérivés par exemple –, elle envahit la société, la verrouille économiquement, culturellement et juridiquement, et empêche d'autres innovations plus performantes d'émerger. Notre société reste bloquée sur des choix technologiques de plus en plus inefficaces. Et nous appuyons à fond sur l'accélérateur car on ne peut se permettre d'abandonner la croissance, sauf à prendre le risque d'un effondrement économique et social. L'habitacle de notre voiture est aussi de plus en plus fragile, à cause de l'interconnexion toujours plus grande des chaînes d'approvisionnement, de la finance, des infrastructures de transport ou de communication, comme Internet. Un nouveau type de risque est apparu, le risque systémique global. Un effondrement global qui ne sera pas seulement un simple accident de la route. Quelle que soit la manière dont on aborde le problème, nous sommes coincés.

Les manières dont l'effondrement pourraient se produire et ce qui restera de la civilisation post-industrielle est abondamment représentée au cinéma – de *Interstellar* à *Mad Max* en passant par *Elysium* – ou dans des séries comme *Walking Dead*. Cet imaginaire est-il en décalage avec votre vision du « jour d'après » ?

Parler d'effondrement, c'est prendre le risque que notre interlocuteur s' imagine immédiatement Mel Gibson avec un fusil à canon scié dans le désert. Parce qu'il n'y a que ce type d'images qui nous vient. Nos intuitions ne mènent cependant pas à un monde version Mad Max, mais à des images ou des récits que nous ne retrouvons que trop rarement dans les romans ou le cinéma. *Ecotopia*, par exemple, est un excellent roman utopiste d'Ernest Callenbach. Publié aux États-Unis en 1975, il a beaucoup inspiré le mouvement écologiste anglo-saxon, mais n'est malheureusement pas traduit en français. Nous ne pensons pas non plus que ce sera un avenir à la Star Trek : nous n'avons plus suffisamment d'énergies pour voyager vers d'autres planètes et coloniser l'univers. Il est trop tard.

Il y a une lacune dans notre imaginaire du « jour d'après ». L'URSS s'est effondrée économiquement. La situation de la Russie d'aujourd'hui n'est pas terrible, mais ce n'est pas Mad Max. A Cuba, [le recours à l'agroécologie](#) a permis de limiter les dégâts. Mad Max a cette spécificité d'aborder un effondrement à travers le rôle de l'énergie, et de considérer qu'il restera encore assez de pétrole disponible pour se faire la guerre les uns contre les autres. Les scientifiques s'attendent bien à des événements catastrophistes de ce type. Dans la littérature scientifique, l'apparition de famines, d'épidémies et de

guerres est abordée, notamment à travers la question climatique. L'émigration en masse est déjà là. Il ne s'agit pas d'avoir une vision naïve de l'avenir, nous devons rester réalistes, mais il y a d'autres scénarios possibles. A nous de changer notre imaginaire.

Existe-t-il, comme pour les séismes, une échelle de Richter de l'effondrement ?

Nous nous sommes intéressés à ce que nous apprennent l'archéologie et l'histoire des civilisations anciennes. Des effondrements se sont produits par le passé, avec l'Empire maya, l'Empire romain ou la Russie soviétique. Ils sont de différentes natures et de degrés divers. L'échelle réalisée par un ingénieur russo-américain, Dmitry Orlov, définit cinq stades de l'effondrement : l'effondrement financier – on a eu un léger aperçu de ce que cela pourrait provoquer en 2008 –, l'effondrement économique, politique, social et culturel, auxquels on peut ajouter un sixième stade, l'effondrement écologique, qui empêchera une civilisation de redémarrer. L'URSS s'est, par exemple, arrêtée au stade 3 : un effondrement politique qui ne les a pas empêchés de remonter la pente. Les Mayas et les Romains sont allés plus loin, jusqu'à un effondrement social. Cela a évolué vers l'émergence de nouvelles civilisations, telle l'entrée de l'Europe dans le Moyen Âge.

Quels sont les signes qu'un pays ou une civilisation est menacé d'effondrement ?

Il y a une constante historique : les indicateurs clairs de l'effondrement se manifestent en premier lieu dans la finance. Une civilisation passe systématiquement par une phase de croissance, puis une longue phase de stagnation avant le déclin. Cette phase de stagnation se manifeste par des périodes de stagflation et de déflation. Mêmes les Romains ont dévalué leur monnaie : leurs pièces contenaient beaucoup moins d'argent métal au fil du temps. Selon Dmitry Orlov, nous ne pouvons plus, aujourd'hui, éviter un effondrement politique, de stade 3. Prenez le sud de l'Europe : l'effondrement financier qui a commencé est en train de muter en effondrement économique, et peu à peu en perte de légitimité politique. La Grèce est en train d'atteindre ce stade.

Autre exemple : la Syrie s'est effondrée au-delà de l'effondrement politique. Elle entame à notre avis un effondrement social de stade 4, avec des guerres et des morts en masse. Dans ce cas, on se rapproche de Mad Max. Quand on regarde aujourd'hui une image satellite nocturne de la Syrie, l'intensité lumineuse a diminué de 80% comparé à il y a quatre ans. Les causes de l'effondrement syrien sont bien évidemment multiples, à la fois géopolitiques, religieuses, économiques... En amont il y a aussi la crise climatique. Avant le conflit, des années successives de sécheresse ont provoqué des mauvaises récoltes et le déplacement d'un million de personnes, qui se sont ajoutées aux réfugiés irakiens, et ont renforcé l'instabilité.

Même simplifiée, cette classification des stades nous permet de comprendre que ce que nous sommes en train de vivre n'est pas un événement homogène et brutal. Ce n'est pas l'apocalypse. C'est une mosaïque d'effondrements, plus ou moins profonds selon les systèmes politiques, les régions, les saisons, les années. Ce qui est injuste, c'est que les pays qui ont le moins contribué au réchauffement climatique, les plus pauvres, sont déjà

en voie d'effondrement, notamment à cause de la désertification. Paradoxalement, les pays des zones tempérées, qui ont le plus contribué à la pollution, s'en sortiront peut-être mieux.

Cela nous amène à la question des inégalités. « *Les inégalités dans les pays de l'OCDE n'ont jamais été aussi élevées depuis que nous les mesurons* », a déclaré, le 21 mai à Paris, le secrétaire général de l'OCDE. Quel rôle jouent les inégalités dans l'effondrement ?

Les inégalités sont un facteur d'effondrement. Nous abordons la question avec un modèle nommé « Handy », financé par la Nasa. Il décrit les différentes interactions entre une société et son environnement. Ce modèle montre que lorsque les sociétés sont inégalitaires, elles s'effondrent plus vite et de manière plus certaine que les sociétés égalitaires. La consommation ostentatoire tend à augmenter quand les inégalités économiques sont fortes, comme le démontrent les travaux du sociologue Thorstein Veblen. Cela entraîne la société dans une spirale consummatrice qui, au final, provoque l'effondrement par épuisement des ressources. Le modèle montre également que les classes riches peuvent détruire la classe des travailleurs – le potentiel humain –, en les exploitant de plus en plus. Cela fait étrangement écho aux politiques d'austérité mises en place actuellement, qui diminuent la capacité des plus pauvres à survivre. Avec l'accumulation de richesses, la caste des élites ne subit l'effondrement qu'après les plus pauvres, ce qui les rend aveugles et les maintient dans le déni. Deux épidémiologistes britanniques, Richard Wilkinson et Kate Pickett [3], montrent aussi que le niveau des inégalités a des conséquences très toxiques sur la santé des individus.

Le mouvement de la transition, très branché sur les alternatives écologiques, s'attaque-t-il suffisamment aux inégalités ?

Le mouvement de la transition touche davantage les classes aisées, les milieux éduqués et bien informés. Les classes précaires sont moins actives dans ce mouvement, c'est un fait. Dans le mouvement de la transition, tel qu'il se manifeste en France avec [Alternatiba](#) ou les objecteurs de croissance, la question sociale est présente, mais n'est pas abordée frontalement. Ce n'est pas un étendard. La posture du mouvement de la transition, c'est d'être inclusif : nous sommes tous dans le même bateau, nous sommes tous concernés. C'est vrai que cela peut gêner les militants politisés qui ont l'habitude des luttes sociales. Mais cela permet aussi à beaucoup de gens qui sont désabusés ou peu politisés de se mettre en mouvement, d'agir et de ne plus se sentir impuissant.

Le mouvement de la transition est venu du Royaume-Uni où, historiquement, le recours à l'État providence est moins fort. « *N'attendons pas les gouvernements, passons à l'action* », est leur leitmotiv. Il s'agit de retrouver des leviers d'action là où une puissance d'agir peut s'exercer, sans les politiques ni l'État : une rue, un quartier, un village. Le rôle des animateurs du mouvement est de mettre chacun, individu ou collectif, en relation.

Le mouvement de la transition semble être configuré par les espaces où un citoyen peut encore exercer sa puissance d’agir : la sphère privée, sa manière de se loger ou de consommer, son quartier... Le monde du travail, où cette puissance d’agir est actuellement très limitée, voire empêchée, mais qui demeure le quotidien de millions de salariés, en est-il de fait exclu ?

Pas forcément. C’est ce qu’on appelle la « REconomy » : bâtir une économie qui soit compatible avec la biosphère, prête à fournir des services et fabriquer des produits indispensables à nos besoins quotidiens. Cela ne se fait pas seulement sur son temps libre. Ce sont les coopératives ou l’entrepreneuriat tournés vers une activité sans pétrole, évoluant avec un climat déstabilisé. Ce sont aussi les monnaies locales. Tout cela représente aujourd’hui des millions de personnes dans le monde [4]. Ce n’est pas rien.

La transition, c’est l’histoire d’un grand débranchement. Ceux qui bossent dans et pour le système, qui est en voie d’effondrement, doivent savoir que cela va s’arrêter. On ne peut pas le dire autrement ! Il faut se débrancher, couper les fils progressivement, retrouver un peu d’autonomie et une puissance d’agir. Manger, s’habiller, se loger et se transporter sans le système industriel actuel, cela ne va pas se faire tout seul. La transition, c’est un retour au collectif pour retrouver un peu d’autonomie.

Personnellement, nous ne savons pas comment survivre sans aller au supermarché ou utiliser une voiture. Nous ne l’apprenons que dans un cadre collectif. Ceux qui demeureront trop dépendants vont connaître de grosses difficultés.

Ce n’est pas un peu brutal comme discours, surtout pour ceux qui n’ont pas forcément la capacité ou la marge de manœuvre d’anticiper l’effondrement ?

La tristesse, la colère, l’anxiété, l’impuissance, la honte, la culpabilité : nous avons successivement ressenti toutes ces émotions pendant nos recherches. Nous les voyons s’exprimer de manière plus ou moins forte au sein du public que nous côtoyons. C’est en accueillant ces émotions, et non en les refoulant, que nous pouvons faire le deuil du système industriel qui nous nourrit et aller de l’avant. Sans un constat lucide et catastrophiste d’un côté, et des pistes pour aller vers la transition de l’autre, on ne peut se mettre en mouvement. Si tu n’es que catastrophiste, tu ne fais rien. Si tu n’es que positif, tu ne peux pas te rendre compte du choc à venir, et donc entrer en transition.

Comment, dans ce contexte, faire en sorte que l’entraide et les dynamiques collectives prévalent ?

Le sentiment d’injustice face à l’effondrement peut être très toxique. En Grèce, qui est en train de s’effondrer financièrement, économiquement et politiquement, la population vit cela comme une énorme injustice et répond par la colère ou le ressentiment. C’est totalement légitime. La colère peut être dirigée, avec raison, contre les élites, comme l’a montré la victoire de Syriza. Mais elle risque aussi de prendre pour cible des boucs émissaires. On l’a vu avec le parti d’extrême droite Aube dorée qui s’en prend aux étrangers et aux immigrés. Traiter en amont la question des inégalités permettrait de

désamorcer de futures catastrophes politiques. C'est pour cela que les syndicats et les acteurs des luttes sociales ont toute leur place dans le mouvement de la transition.

6^{ème} extinction des espèces : pourquoi cela nous intéresse pas, ce que nous pouvons faire maintenant

par [Elixir](#) vendredi 21 juillet - Agoravox

Un nouveau rapport* sur l'extinction de masse des espèces vient de paraître, plus étayé et alarmiste encore que les précédents, nous incitant à changer fortement notre mode vie, jugé trop consumériste. Pourtant nous ne semblons pas pouvoir nous emparer sérieusement de la question, plus profonde et plus vaste que le seul thème du réchauffement climatique. Plus de 40 ans après le premier sommet de la Terre de Stockholm, Pourquoi ne parvenons-nous toujours pas à réagir ?

Une [étude de l'IFOP](#) interrogeait l'année dernière les français sur la hiérarchie de leurs centres d'intérêts dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017. L'environnement devait arriver en avant-dernière position des préoccupations, loin derrière la lutte contre le terrorisme et les questions d'ordre économique. 27% des sondés se déclaraient peu ou pas du tout intéressés par la question. Une [étude de GreenFlex](#) menée en 2015 révélait, elle, que 47,5% des consommateurs pensaient que l'on s'inquiétait trop au sujet de l'environnement.

Interrogé par [Francetvinfo](#), Dominique Bourg, philosophe, tente une explication :

" Ce qui semble faire réagir le genre humain, c'est un danger perceptible, évident et immédiat. Or, avec les affaires d'environnement, on se trouve confrontés à un type de danger auquel l'évolution ne nous a absolument pas préparés. Les problèmes d'environnement sont distants, dans le temps et dans l'espace (du moins le croit-on). "

Sylvie Granon, chercheuse en neurobiologie de la prise de décision au Centre de neurosciences Paris-Sud de l'université d'Orsay [va un peu plus loin](#) :

" Les principaux soucis des mammifères, y compris des humains, sont la reproduction, l'alimentation et la nécessité de trouver un abri. On ne peut voir au-delà que si tous nos besoins primaires vitaux sont remplis. On peut ainsi être en accord avec les messages écologiques mais ne pas les prioriser. "

[Marshall Sahlins](#), qui a longuement étudié les sociétés primitives à travers le monde montre que celles-ci peuvent perdre temporairement leur forte cohésion sociale en cas de

péril important (cataclysme, guerre,...) et voir ses membres se replier sur leur noyau familial le temps que la crise se termine. Peut-être une manifestation de la [« réponse combat-fuite »](#) héritée de nos ancêtres et décrite pour la première fois par le psychologue américain Walter Bradford Cannon qui de nos jours prendrait des formes évidemment plus édulcorées (comportement agressif, argumentatif, pour la partie « combat », retrait social, toxicomanie, stress, maladies mentales,... pour la partie « fuite »). [D'autres chercheurs](#) ajouteront des comportements tel que le fait de se figer face à un danger, ou même celui de se cacher. Plus tard Festinger introduira la notion de [dissonance cognitive](#), face à des périls qui toucheraient à l'intégrité même du fonctionnement psychique d'une personne.

Déni de fuite

Ainsi l'avènement de notre individualisme, particulièrement prégnant dans notre société, et qui nous prive malheureusement des bénéfices de la coopération, pourrait-il s'expliquer par une adaptation comportementale de l'homme à un ou des dangers pour certains inédits et perçus de manière anormalement permanente (chômage, baisse du pouvoir d'achat, terrorisme, insécurité, mutations culturelles,...), tandis que l'inaction qui en découlerait serait renforcée par notre cécité à l'égard de questions pouvant être considérées pourtant comme fondamentales pour notre avenir (dettes, extinction des espèces, diminution des ressources, pollution, démographie,...) mais dont la prise en compte pourrait amener à des remises en cause trop profondes de notre mode de vie^[1] et de nos convictions.

Rupture permanente du lien social et cécité, ainsi serions-nous doublement pénalisés.

Concrètement, le récent retrait de Trump des accord de Paris sur le climat pourrait en être un exemple, mais la [remilitarisation actuelle](#) du monde face aux dangers que constituent notamment la raréfaction des ressources naturelles, et la montée en puissance des pays asiatiques dans le concert (cacophonie) des nations pourrait en être un autre, mettant ainsi à mal la logique de collaboration², malgré la crise, que l'homme chercherait malgré tout à mobiliser, en témoigne l'organisation des multiples sommets internationaux sur l'environnement de ces dernières années.

La question qui peut donc se poser serait celle de savoir quelle force aura le plus de chance à l'avenir de l'emporter, celle qui prépare petit à petit les nations et individus au repli, à l'inconnu et aux catastrophes, ou celle, issue d'une prise de conscience générale, qui nous ramènerait vers l'intelligence collective ? Une variable déterminante pourrait être le temps, dont toute forme de coopération a besoin pour se mettre en place mais qui pourrait manquer à mesure que les tensions s'exacerbent et les périls à venir se précisent, remettant ainsi en cause l'adage selon lequel ce serait dos au mur que l'on réagirait enfin.

Politique de l'autruche

Selon les chercheurs, il s'agirait donc de l'évolution, qui n'aurait pas conçu le cerveau humain pour l'anticipation de dangers perçus comme étant abstraits, ou à l'impact lointain dans le temps et l'espace, ou trop confrontants, ce qui pourrait expliquer pourquoi le terrorisme, responsable de quelques morts par an en France, mais qui peut frapper n'importe qui n'importe quand et de manière traumatisante semble beaucoup plus interpeller l'opinion publique que le problème de la pollution atmosphérique pourtant responsable de [48000 morts/an](#) mais aux effets invisibles et beaucoup plus dilués dans le temps, et qui associe au passage son lot de questions complexes.

On pourra se poser la question par ailleurs de *l'habitude*, dont la force semble peser de tout son poids dans la prise de décisions cruciales. En témoigne à titre d'exemple les images chocs présentes sur les paquets de cigarettes mais qui ne dissuadent pas pour autant tous les fumeurs de continuer.

On a vu que la toxicomanie pouvait être considérée comme un comportement de fuite, il nous reste à espérer que la dépendance grandissante de notre société au progrès technique ne masque pas non plus un phénomène d'autodestruction, parce qu'il serait devenu plus facile de disparaître, que de trouver l'énergie constructive de vivre ensemble.

Chaque jour suffit sa peine

Cette sensibilité accrue de l'homme à la satisfaction des besoins immédiats et l'attachement à ses habitudes de consommation, pourrait donc favoriser une réponse court-termiste et conservatrice de l'action politique qui essaierait de satisfaire au mieux les attentes de l'électorat dans l'instant, pérennisant ainsi une forme de navigation à vue et de procrastination sur les questions environnementales, pouvant être perçues comme contraignantes et dont le retour sur investissement serait jugé beaucoup trop long. Le manque d'audace et de courage politique qui en résulterait de la part des élus, par ailleurs tiraillés entre des intérêts divergents (carrière personnelle vs lobbys vs intérêt général), le peu de soutien sur le sujet de la part des médias dominants appartenant pour l'essentiel à des grands groupes industriels, dont l'idéologie partagée n'est pas spécialement subversive, associés au peu d'intérêt préexistant de l'opinion pour la question pourrait être la cause de la très faible présence des courants écologistes dans la représentation démocratique (4,3% des voix au 1^{er} tour des législatives en France, 1 siège à l'assemblée sur 577), et du caractère timoré des politiques environnementales entreprises jusqu'à présent pour accompagner les efforts des citoyens, malgré les enjeux considérés de plus en plus par les scientifiques comme étant primordiaux.

Alors au niveau des citoyens, justement, qu'en est-il ?

Si une part importante de français interrogés par [GreenFlex \(58,8%\)](#) déclare « se soucier des problèmes liés à l'environnement » à des degrés divers, les actions entreprises, comme au niveau politique, semblent globalement demeurer mesurées et disparates. Outre le tri sélectif et les traditionnelles économies d'énergie (eau, électricité, gaz, bois, carburant,...) dont on peut penser qu'elles ne sont pas exclusivement dictées par les contraintes environnementales, mais aussi celles du porte-monnaie, la consommation de produits bio par exemple, même si elle a fortement augmenté ces dernières années semble toujours largement minoritaire en France. Il suffit de se rendre en supermarché et observer les rayons de nourriture pour en faire la constatation mais ce simple chiffre de 5,7 % de la surface agricole utile allouée à l'agriculture biologique devrait parler de lui-même. Et lorsque les consommateurs achètent un produit bio, 2/3 d'entre eux déclarent le faire pour des considérations de santé beaucoup plus que des raisons environnementales (source [Le Monde](#)).

Cet état de fait semble confirmer la tendance selon laquelle seuls [20 % des Français](#) se disent « très soucieux des problèmes liés à l'environnement. » ce qui pourrait ne pas être suffisant pour impulser un changement éco-responsable substantiel dans l'économie.

Inertie et prophètes

On relèvera par ailleurs un comportement important qui pourrait ajouter à la difficulté d'entreprendre des efforts collectifs : c'est le *renoncement*. Ainsi 33,8% des personnes interrogées par GreenFlex seraient d'accord avec la phrase « *Cela ne sert à rien que j'agisse pour l'environnement si les autres ne le font pas* ».

Découragement qui pourra être alimenté éventuellement par les études alarmistes et le constat de certains scientifiques éminents, comme [Martin Rees](#), astrophysicien anglais, auteur de l'ouvrage « Notre dernier siècle », il y a déjà plus de 10 ans, selon lequel les choses pourraient être beaucoup plus dramatique qu'on ne le croit.

Dans le même sens la Global Challenges Foundation et l'université d'Oxford ont récemment dévoilé [une étude](#) listant les 12 scénarios possibles pouvant provoquer l'extinction de l'humanité à plus ou moins brève échéance.

Mais toutes ces annonces, plausibles ou non, pourraient aussi avoir un effet pervers de prophétie auto-réalisatrice dans la population, qui pourraient réveiller certains mais en rendormir d'autres : « s'il y a rien à faire, à quoi bon continuer à faire des efforts ! » et donc précipiter notre sort...

Ce à quoi Dominique Bourg, répond :

« Francetvinfo : Autour de moi, beaucoup de personnes se disent : "A quoi bon agir si personne ne fait pareil ?" Que leur répondez-vous ?

D. Bourg : *Je ne suis pas du tout d'accord. Ce constat est une faute logique. Si on raisonne comme ça, on ne fera jamais rien. Ce n'est qu'une accumulation de*

comportements individuels qui va changer les choses. C'est la seule solution, même si avec des lois, ce serait plus efficace. Là, il faut s'inspirer de Kant et agir en imaginant les conséquences si tout le monde faisait pareil. Au début, t'es tout seul à prendre ton vélo, mais si tu le fais toi, ça va amener d'autres à le faire, et puis ça donne Amsterdam. Et à la fin, il n'y a plus de bagnoles et que des vélos. »

La dépendance au système

Autre facteur qui pourrait amplifier notre sentiment d'impuissance : le « système ».

Outre les prix élevés des produits écologiques (pas seulement alimentaires), et leur offre limitée, les infrastructures et l'organisation de la société sont aujourd'hui devenues telles, qu'il paraît difficile, même pour les plus zélés, de devoir se passer de technologies pourtant considérées comme polluantes, voire aliénantes pour certains. On pensera par exemple aux transports, ou aux nouvelles technologies devenues quasiment incontournables et qui rendent en même temps obsolètes nos modes de vie et savoir-faire bon-marchés ancestraux. Les esprits non avertis, par exemple les enfants et les adolescents, sont aussi les premières victimes de la publicité, devenue aujourd'hui une véritable propagande consumériste, dont les médias censés nous informer se nourrissent d'ailleurs abondamment pour vivre. C'est la fable du serpent qui se mord la queue.

Homo economicus est-il vraiment trop bête ?

Difficulté au niveau international, difficulté au niveau national, difficulté au niveau des choix et possibilités personnels, manque de motivation, on pourrait penser que le tableau est noir, d'autant plus que le fonctionnement de la biologie humaine, on l'a vu, pourrait plaider pour une aggravation des choses à mesure que le temps passe et que les problèmes ne sont pas résolus.

Pourtant, il se pourrait que la génétique humaine n'explique pas tout. En 2016, les autrichiens, qui sont des homo sapiens comme les autres, sont parvenus à élire un écologiste à la présidence, chose qui devrait nous rappeler qu'en ce monde tout est possible, et que les questions environnementales, à la faveur d'un instant propice peut-être et de paramètres qui nous échappent encore peuvent finir par se frayer un chemin politique. En France, le choix par Macron du populaire Nicolas Hulot, qui avait un temps hésité à se présenter à l'élection présidentielle, au poste de ministre de l'écologie pourrait être un autre signe positif que les mentalités évoluent, malgré les nombreuses autres priorités qui demeurent chères aux français, et dont on pourrait penser qu'elles ne sont pas forcément contradictoires.

Les femmes, avenir de l'homme

Autre facteur important, l'arrivée en force des femmes à l'assemblée nationale, qui selon

l'étude de GreenFlex seraient largement plus sensible à l'écologie que les hommes. L'étude ne précise pas pourquoi, mais chacun pourra peut-être se faire son opinion à moins que ce sujet fasse l'objet d'un futur article...

Il se pourrait aussi que le [message religieux](#), d'ordinaire conservateur, et qui dispose encore d'une capacité d'influence considérable dans le monde, s'oriente aussi progressivement vers les questions de la sauvegarde de la planète.

La société civile

On pense aussi aux échelons intermédiaires, collectivités locales et territoriales, qui de part leur bureaucratie moins lourde et leur meilleure connexion au terrain, pourrait être un vecteur de changement plus rapide que les grosses organisations technocratiques, c'est le cas par exemple du [mouvement des villes en transition](#). Le documentaire « [Demain](#) » de Cyril Dion et Mélanie Laurent, qui a reçu en 2016 le César du meilleur film documentaire et qui fait état de la créativité de toutes les initiatives actuelles de la société civile et des possibilités et perspectives qu'elles engendrent ici et dans le monde, a reçu à cet égard un exceptionnel accueil du public(+ d'un million d'entrées, rare pour un documentaire). On ne s'empêchera pas à ce titre d'évoquer la [sociocratie](#), l'holocratie, et tous les systèmes de gouvernance novateurs voués à remplacer demain nos démocraties hyper-centralisées, vieilles et corrompues, depuis trop longtemps basées sur la compétition des idées plus que la recherche de consensus.

L'âge de "faire"³

Peut-on espérer, aussi, que la réflexion de fond de nos élites, intellectuels, et leaders d'opinion laisse de plus en plus leur juste place d'exister aux idées nouvelles, alternatives, ou considérées il y a encore peu au regard de la pensée dominante, comme blasphématoires. Pour une analyse plus aboutie de la situation actuelle les auteurs sont légions, au hasard on choisira un Hervé Kempf, mais on pourra se référer aux travaux plus anciens de Jacques Ellul, Ivan Illitch ou Georgescu-Roegen précurseurs des théories de la décroissance dont Serge Latouche est actuellement l'un des porte drapeaux grâce à ses ouvrages très accessibles, ou les philosophies de la simplicité volontaire et de l'abondance frugale chères à Pierre Rabhi, auteur lui-même de l'excellente « [Sobriété heureuse](#) », et qui comme d'autres nous invitera à passer du « Il faut » au nécessaire « Je fais ».

Et moi ?

Enfin, d'un point de vue plus personnel, peut-être, pourra-t-on se demander comment nous en sommes arrivés là, quels pourraient être nos freins au changement, et quel peut donc bien être devenu notre rapport au vivant, dont François Terrasson, nous avait déjà

expliqué dans son ouvrage « [La peur de la nature](#) » qu'il pourrait bien être la source intime de nos soucis actuels. Car la nature, ne serait pas seulement ce qui nous « environne », mais serait aussi celle qui se meut en nous, de par nos émotions, de part nos peurs, nos réactions d'attrait ou de dégoût, nos désirs, et qui pourraient être perçus comme un danger, par un esprit devenu aujourd'hui paradoxalement bien trop rationnel pour pouvoir les comprendre.

"Notre terre vaut mieux que de l'argent. Elle sera toujours là. Elle ne périra pas, même dans les flammes d'un feu. Aussi longtemps que le soleil brillera et que l'eau coulera, cette terre sera ici pour donner vie aux hommes et aux animaux. Nous ne pouvons vendre la vie des hommes et des animaux. C'est pourquoi nous ne pouvons vendre cette terre. Elle fut placée ici par le Grand Esprit et nous ne pouvons la vendre parce qu'elle ne nous appartient pas."

Chef indien Blackfeet (Pieds-Noirs)

...Je suis pauvre et nu, mais je suis le chef de la nation. Nous ne voulons pas de richesse mais nous tenons à instruire correctement nos enfants. Les richesses ne nous serviraient à rien. Nous ne pourrions pas les emporter avec nous dans l'autre monde. Nous ne voulons pas de richesses. Nous voulons la paix et l'amour.

Red Cloud Chef Sioux Oglala

*http://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/07/10/la-sixieme-extinction-de-masse-des-animaux-s-accelere-de-maniere-dramatique_5158718_1652692.html

[1] « le mode de vie américain n'est pas négociable » (George Bush Sr, 1992)

² Jean Marie Pelt appelle cela aussi l'associativité, principe essentiel dans le fonctionnement du monde vivant, et pour lui très sous-estimé dans les représentations de notre culture contemporaine. Jean-Marie Pelt, Pierre Rhabi "Le monde a-t-il un sens ?"

³Titre d'une revue écologiste

L'homme, cet animal suicidaire peint par Jared Diamond

Par Frédéric Joignot LE MONDE 27.09.2012

L'échec du Sommet de la Terre, cet été, rend plus crédible encore la thèse sur l'"effondrement" du géographe et biologiste américain.



Vue du delta du Mississippi, prise depuis un satellite de la NASA, les traînées claires montrent le pétrole échappé en avril 2010 de la plate-forme de forage Deepwater Horizon de BP. La végétation est en rouge. © NASA

Il habite à Bel Air, quartier très chic aux jardins luxuriants de Los Angeles, dans une grande maison de bois pleine de gravures animalières. Avec son imposant collier de barbe, ses 74 ans, il fait penser à un vieux prêcheur amish. L'homme en impose. Il faut dire que ce professeur de géographie de l'UCLA, la vénérable université de la "cité des anges", biologiste évolutionniste réputé, fait à nouveau parler de lui après l'échec du Sommet de la Terre, cet été à Rio, où aucune mesure n'a été prise pour rendre notre planète plus durable.

Depuis, beaucoup se demandent si Jared Diamond n'a pas raison. Si l'humanité ne court pas au désastre écologique, danger contre lequel il nous a mis en garde dans son essai *Effondrement* (2005). Dans ce best-seller mondial, âprement discuté par l'élite scientifique, il montre comment, à plusieurs reprises, les destructions de notre environnement ont contribué à l'écroulement de sociétés. L'auteur va même jusqu'à parler d'"écocide" : le génocide écologique. Si certains critiquent son catastrophisme, Diamond donne des conférences dans le monde entier, appelant l'humanité à se ressaisir.

DURABILITÉ ET AUTODESTRUCTION

Le sommet de Rio a montré qu'avec la crise économique les exigences écologiques passent au second plan. On vient pourtant d'apprendre – un exemple parmi d'autres – que la banquise arctique risque de fondre avant 2020, que les glaciers du Groenland sont menacés, ce qui va accélérer encore le réchauffement et bouleverser la circulation des eaux océaniques. Sommes-nous entrés dans un des scénarios tragiques décrits par Jared Diamond dans *Effondrement* ? Il nous répond : "*L'humanité est engagée dans une course entre deux attelages. L'attelage de la durabilité et celui de l'autodestruction. Aujourd'hui, les chevaux courent à peu près à la même vitesse, et personne ne sait qui va emporter. Mais nous saurons bien avant 2061, quand mes enfants auront atteint mon âge, qui est le gagnant.*"

Si Jared Diamond est tellement écouté, discuté et contesté, c'est parce qu'il a bouleversé le récit classique de l'histoire, à travers trois ouvrages colossaux dans lesquels il décrit

en détail les rapports conflictuels qu'entretient l'humanité avec la nature depuis 13 000 ans. Avant *Effondrement*, il y a eu *Le troisième chimpanzé* (1992), qui décrit les premiers méfaits d'*homo sapiens* sur la nature et nous imagine un [avenir](#) difficile, et *De l'inégalité parmi les sociétés* (1998), qui montre comment la géographie favorise ou pénalise le [développement](#) de civilisations – cette somme lui a valu le prix Pulitzer.

Avec *Diamond*, il devient impossible de [séparer](#) l'aventure humaine de la géographie, de [comprendre](#) le développement et le déclin des sociétés sans [tenir](#) compte des [ressources naturelles](#) des pays, de leur exploitation et de leur dégradation. Écoutons-le : *"On ne peut s'imaginer pourquoi ce ne sont pas les Indiens d'Amérique du Nord qui ont conquis l'Europe avec des caravelles portant mousquets et canons ou pourquoi les Aborigènes australiens n'ont pas dominé l'Asie sans [comparer](#) les richesses agricoles de ces régions, les animaux qui y vivent, la lenteur avec laquelle s'est implantée l'agriculture, puis la pensée technicienne et la gestion des ressources."*

L'EXEMPLE DU CROISSANT FERTILE

Jared Diamond se penche aussi sur le berceau de notre civilisation, ce fameux Croissant fertile ([Iran](#), [Irak](#), [Syrie](#), [Liban](#), [Jordanie](#), etc.) où est apparue pour la première fois une société agricole, sédentaire, artisanale, outillée, bientôt urbaine. Pour lui, ce miracle a été possible pour trois raisons : *"Le blé, l'orge, les pois chiches, les lentilles, le lin y poussaient à l'état sauvage, qui ont pu [être](#) cultivés, emmagasinés, et filés pour le lin. Cinq espèces d'animaux essentiels à l'alimentation, au [transport](#) et aux travaux agricoles vivaient là – les chiens, les moutons, les porcs, les bovins, le cheval. Enfin, de grands fleuves et la Méditerranée ont permis que leurs savoirs soient diffusés et perfectionnés."* Diamond compare ensuite le croissant fertile avec l'[Australie](#) de la même époque : on n'y trouve aucun mammifère domesticable et juste une noix cultivable.

Le biologiste entend [réfuter](#) toute explication des inégalités humaines fondée sur une disparité génétique ou raciale au sein des populations. Pour lui, rejoignant les études de l'historien Fernand Braudel, seule la biogéographie et l'écologie scientifique permettent de comprendre les énormes différences dans la croissance des sociétés. Leur déclin aussi... Le Croissant fertile s'est dégradé quand l'homme a commencé à le [déboiser](#) pour [construire](#) des flottes de guerre, amenant une désertification irrémédiable.

Pour [étayer](#) ses [analyses](#), Jared Diamond tient compte des mesures collectées par la paléoécologie (études des biotopes passés), la palynologie (collecte des pollens anciens), la dendrochronologie (datation par le bois), la stratigraphie, la paléoclimatologie, la géochimie et la paléogénétique afin d'[étudier](#) les rapports des populations à leurs terres, de comprendre si les cultures furent trop intensives ou durables. Il convoque aussi l'anthropologie médico-légale pour [décrire](#) quel était l'état de santé des gens riches et des pauvres, l'âge moyen, le [travail](#) des femmes, etc.

Il n'y a que lui pour [vous expliquer](#) que l'agriculture, dès son apparition, n'a pas eu que des conséquences favorables : *"Des études paléo-alimentaires montrent que les*

chasseurs-cueilleurs d'avant l'agriculture étaient en meilleure santé et mieux nourris que les cultivateurs. Leur régime était plus varié en protéines et en vitamines, ils disposaient de plus de temps libre et ils dormaient beaucoup." Du reste, les populations se méfiaient de l'agriculture. Elle n'a été que lentement adoptée en Europe (un kilomètre par an) comme aux Etats-Unis (les Amérindiens de Californie s'y refusèrent jusqu'au XIX^e siècle). Elle est synonyme, dès le début, de mauvaise [nutrition](#), d'épidémies et de maladies parasitaires, du fait de la promiscuité et des eaux rejetées.

Ajoutons que l'agriculture a fait [naître](#) une stratification sociale entre la masse des paysans en mauvaise santé, où les femmes s'épuisent à [enfanter](#) et [besogner](#) (les lésions sur les squelettes et les momies l'attestent), et une élite peu productive qui gouverne (fonctionnaires, commerçants, princes, prêtres, chefs de guerre). Diamond commente : *"Cette division perdure entre une élite mondiale en bonne santé, mangeant de la viande, profitant des ressources pétrolières et des terres des pays du Sud, et des paysans pauvres dont ils ont bien souvent détruit l'agriculture vivrière."* Cette situation, note-t-il, se perpétue dans les pays du Sud, créant une insécurité alimentaire. Résultat : *"Plus d'un milliard d'habitants vivent sous le seuil d'extrême pauvreté."*

DES DIZAINES DE GÉNOCIDES

Pour l'Américain J. R. McNeill, de l'université de Georgetown, comme pour d'autres historiens, Diamond a bousculé les frontières de la discipline historique en l'associant au champ des [sciences](#) naturelles. L'intéressé confirme : *"Je rapproche des sociétés passées et présentes en observant leur croissance comme leur fragilité et je m'intéresse à toutes les variables mesurables qui y contribuent. Je suis un historien comparatif sur le long terme."*

Son constat fait peur : depuis l'âge de pierre, l'humanité n'a cessé de [détruire](#) d'autres espèces, dévastant peu à peu toute la biodiversité. Jared Diamond admire l'homme pour son génie inventif, mais il le voit aussi en massacreur : *"Quand les hommes franchissent le détroit de Béring, 12 000 ans avant J. -C., et gagnent l'Amérique du Nord, ils se livrent à un carnage inouï. En quelques siècles, ils exterminent les tigres à dents de sabre, les lions, les élans-stags, les ours géants, les bœufs musqués, les mammoths, les mastodontes, les paresseux géants, les glyptodontes (des tatous d'une tonne), les castors colossaux, les chameaux, les grands chevaux, d'immenses troupeaux de bisons."* Des animaux qui ont survécu à trois glaciations périssent : 73 % des grands mammifères d'Amérique du Nord, 85 % de ceux d'Amérique du Sud. *"Ce fut la disparition animale la plus massive depuis celle des dinosaures, continue Jared Diamond. Ces bêtes n'avaient aucune expérience de la férocité d'homo sapiens. Ce fut leur malheur. Depuis, nous avons encore fait [disparaître](#) d'innombrables espèces."*

Tuer en série, de façon concertée, les loups et les grands singes le font. Mais l'homme massacre dans des proportions inégalées. A toutes les époques, souvent pour des questions de territoire, mais aussi ethniques (racisme) et psychologiques (désignation d'un bouc émissaire, infériorisation de l'autre), l'homme a cherché à [anéantir](#) ses rivaux

et les minorités. Des dizaines de génocides, combinant traques, massacres, épidémies, à plus ou moins grande échelle, ont eu lieu de tout temps, partout.

Si le génocide des juifs et des Tziganes reste dans les mémoires, n'oublions pas, précise-t-il, qu'il nous a peu appris : *"On décompte depuis 1950 vingt épisodes de génocides, dont deux ont concerné plus d'un million de victimes [Bangladesh et Cambodge dans les années 1970], et quatre plus de 200 000 [Soudan et Indonésie dans les années 1960, Burundi et Ouganda dans les années 1970]. Le génocide fait partie de notre héritage pré-humain et humain."*

LE DÉCLIN DES MAYAS

Jared Diamond s'est aussi intéressé aux civilisations qui se sont écroulées, se demandant si la nôtre est menacée. Aussi, les pages d'*Effondrement* qui résonnent le plus avec les inquiétudes d'aujourd'hui sont celles qui traitent des civilisations disparues, où la destruction de l'environnement a beaucoup compté : celle de l'île de Pâques, des îles d'Henderson et de Pitcairn, celle des Amérindiens Anasazi du sud-ouest des Etats-Unis, des Vikings du Grand Nord.

Et surtout l'empire des Mayas. Diamond montre comment ces derniers ont coupé les arbres jusqu'au sommet des collines afin de [fabriquer](#) du plâtre, tout en pratiquant la [culture](#) intensive du maïs. Il nous raconte la suite : *"Cette déforestation a libéré les terres acides qui ont ensuite contaminé les vallées fertiles, tout en affectant le régime des pluies. Finalement, entre 790 et 910, la civilisation maya du Guatemala, qui connaissait l'écriture, l'irrigation, l'astronomie, construisait des villes pavées et des temples monumentaux, avec sa capitale, Tikal, de 60 000 habitants, disparaît. Ce sont 5 millions d'habitants affamés qui quittent les plaines du Sud, abandonnant cités, villages et maisons. Ils fuient vers le Yucatan, ou s'entre-tuent sur place."*

Diamond a dégagé de ses études des "collapsus" (du latin *lapsus*, "la chute") *"cinq facteurs décisifs"*, qu'il dit [retrouver](#) dans chaque effondrement, et parle d'un *"processus d'autodestruction la plupart du temps inconscient"*. Quels sont ces facteurs ? Un : les hommes infligent des dommages irréparables à leur environnement, épuisant des ressources essentielles à leur survie. Deux : un changement climatique perturbe l'équilibre écologique, qu'il soit d'origine naturelle ou issu des suites des activités humaines (sécheresse, désertification). Trois : la pression militaire et économique de voisins hostiles s'accroît du fait de l'affaiblissement du pays. Quatre : l'alliance diplomatique et commerciale avec des alliés pourvoyant des biens nécessaires et un soutien militaire se désagrège. Cinq : les gouvernements et les élites n'ont pas les moyens intellectuels d'[expertiser](#) l'effondrement en cours, ou bien l'aggravent par des comportements de caste, continuant à [protéger](#) leurs privilèges à court terme.

Jared Diamond a appliqué cette grille à notre époque. *"On retrouve les cinq facteurs dans les désastres du Rwanda, de l'Afghanistan, en Somalie, en Afrique subsaharienne, dans les îles Salomon et en Haïti."* Il repère encore le "facteur un" (dommages majeurs

causés à l'environnement) associé au "facteur deux" (réchauffement climatique d'origine humaine) en [Chine](#), en [Russie](#) et en Australie. Il déplore aussi la dégradation écologique du Montana, hier l'Etat le plus boisé des Etats-Unis, dont les neiges éternelles fondent.

Il dresse une longue liste des dommages écologiques qui menacent à court terme la biosphère : la crise de l'eau potable, qui concerne un milliard de personnes, tandis que les nappes phréatiques baissent ; la destruction des marais, des mangroves, des récifs de corail, des pépinières naturelles ; la disparition massive des grosses espèces de poissons marins, la dévastation des fonds des océans ; la désertification des sols et le recul des dernières grandes forêts dans les zones tropicales ; le massacre du fait des défoliants de quantité d'espèces utiles comme les insectes pollinisateurs, les bactéries des sols, les vers de terre, les oiseaux : *"C'est comme si on retirait au hasard des petits rivets dans l'assemblage d'un avion"*, commente-t-il. Enfin, l'incertitude sur l'amplitude du réchauffement terrestre l'inquiète beaucoup : *"Nous ne savons rien d'éventuels nouveaux changements climatiques consécutifs à la modification de la circulation océanique comme à la fonte de la couverture glaciaire."*



Il rejoint ici les peurs des glaciologues et des climatologues à la suite de la disparition rapide de la banquise arctique, constatée fin août par la NASA. Elle a été réduite de moitié en trente ans. Tous se demandent quelles vont être les répercussions sur le [climat](#). Beaucoup annoncent déjà un accroissement de chaleur et d'humidité, des variations plus fortes des températures, voire des extrêmes inconnus. Sans [pouvoir](#) préciser leur impact. Des chercheurs parlent d'une rapide *"modification du système des tempêtes dans l'hémisphère Nord"*. D'autres redoutent un "effet domino" incontrôlable : le rôle de miroir solaire des glaces s'atténuant, le rayonnement va s'[aggraver](#), les glaces vont fondre partout, le Groënland sera touché à court terme, ce qui va accélérer la montée des eaux tout en libérant d'énormes quantités de méthane, gaz à effet de serre puissant. Selon Peter Wadhams, un des spécialistes de l'océan polaire, *"il ne sera plus possible de [faire](#) quoi que ce soit d'ici dix ans"*.

Aux Etats-Unis, William Rees, professeur d'écologie à l'université Columbia, a présenté

Effondrement comme "un antidote nécessaire" aux écosceptiques. Les climatologues et les chercheurs pour qui nous sommes entrés dans l'"anthropocène" - l'ère où les activités humaines constituent une puissante et dangereuse force géologique et climatique - voient en lui un allié. Quant aux écologistes politiques, ils l'associent au philosophe allemand Hans Jonas, qui, dans *Le Principe responsabilité* (1979), a mis en garde l'humanité contre "l'irréversibilité" et "l'interdépendance" des atteintes faites à l'environnement.

Les opposants à Diamond ne manquent pas. Des historiens lui reprochent son catastrophisme, d'autres d'**accorder** trop d'importance aux impacts écologiques, d'autres encore de **négliger** les causes sociales, politiques, bureaucratiques et religieuses des déclin des sociétés. Beaucoup préfèrent s'en tenir aux analyses faites par l'Anglais Arnold Toynbee dans *A Study of History* (1934-1961), pour qui "les civilisations meurent de suicide, pas d'assassinat", du fait de la dégénérescence d'élites profitant de "privilèges héréditaires qu'elles ont cessé de mériter", devenant incapables de s'**adapter** aux menaces nouvelles.

INNOVER FACE AUX DANGERS

Face au désastre annoncé, certains opposent les travaux de l'archéologue Joseph Tainter dans *The Collapse of Complex Societies* (1990), où il affirme que les sociétés élaborées ont su **gérer** "l'adversité environnementale" grâce à leur "administration centralisée". Ce dernier ne peut **croire** à "l'idiotie des élites face au désastre". Un groupe d'anthropologues américains a publié en 2009 *Questioning Collapse*, où ils recensent nombre d'erreurs et d'exagérations faites par Diamond dans sa présentation du déclin des Mayas, mais, surtout, où ils défendent la capacité de résilience des sociétés menacées. C'est là un argument récurrent des opposants aux thèses d'*Effondrement* : l'ouvrage oublie le principe d'espérance, sous-estime le génie humain et sa propension à **réagir**, à **avoir** un sursaut, à **innover** face aux dangers.

Ces critiques sur son pessimisme, Jared Diamond les écarte : "On oublie le sous-titre de mon livre : 'Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie'. Nous avons encore le choix... Dans *Effondrement*, je décris plusieurs sociétés qui ont su **déjouer** les drames environnementaux, comme les Japonais sauvant leurs forêts à l'époque d'Edo et les Néerlandais avec leurs polders. D'où ma métaphore : 'Nous devons penser la planète comme un polder.'"

Quant aux arguments de Tainter sur le sursaut des élites, Jared Diamond aimerait y croire. Mais il reproche à cet historien de ne pas **voir** "l'aveuglement des chefferies", qui mènent une vie protégée, comme la classe riche d'Haïti perchée sur la colline de Piétonville, au-dessus de Port-au-Prince dévasté. Et quand on lui reproche de **donner** trop d'importance à la géographie et à l'écologie, Diamond a cette formule : "Allez vous **promener** nu au pôle Nord ou sous un soleil brûlant, ou encore faites-y **pousser** du blé, et ensuite revenez me parler du faible rôle du climat sur l'Histoire et l'esprit humain."

Le douloureux "facteur 32"

Certains critiques reprochent à Jared Diamond d'exagérer les risques de surpopulation, les dramatisant à l'excès, d'incarner ce mépris occidental pour les habitants des pays du Sud qui entendent consommer comme nous, et de ne pas s'intéresser aux solutions concrètes que ces pays du Sud pourraient inventer. *"La population n'est pas le problème, mais ce qu'elle consomme et dégrade, oui, répond Jared Diamond. Si les hommes vivaient dans une chambre froide, nous n'aurions aucun problème de ressource."*

Il fait cette comparaison : *"Le Kenya a une population qui croît de plus de 4 % par an. C'est un problème pour les 30 millions d'habitants de ce pays qui souffrent de malnutrition, mais pas un fardeau pour le reste du monde, car les Kenyans consomment peu. Le problème, ce sont les 300 millions d'Américains qui, chacun, consomment autant que 32 Kenyans. Ils font payer l'addition à tout le monde : émissions, réchauffement, déforestation, élevage de masse."*

Jared Diamond parle d'un "facteur 32" qui fait mal à la planète. *"La consommation moyenne par habitant de ressources comme le pétrole et les métaux, ou la production moyenne de déchets, comme le plastique ou les gaz à effet de serre, sont en moyenne 32 fois supérieures dans les pays développés."* Il en tire des conclusions alarmistes. *"Les taux de consommation en Chine sont onze fois inférieurs aux taux américains. Mais si demain toute la Chine rattrapait le niveau de vie des Américains, la consommation mondiale de pétrole augmenterait de 106 % et celle des métaux de 94 %. Si l'Inde suivait, elles tripleraient. Tout comme les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions de toutes sortes."*

Et si du fait de l'essor de la Chine, de l'Inde et d'autres pays, la consommation mondiale augmentait onze fois, cela équivaldrait, conclut Jared Diamond, à l'équivalent d'une population mondiale de 72 milliards d'habitants. *"Les optimistes pensent que nous pourrions vivre à 9,5 milliards sur Terre, mais le pourrions-nous à 72 milliards ? Non, les ressources terrestres n'y suffiraient pas..."*

Nous n'avons pas quatre planètes à notre disposition !

Biosphere 15 août 2017

La deuxième conférence mondiale sur la démographie à Mexico en 1984 n'a laissé aucune trace, et la troisième en 1994, au Caire, est devenu « Conférence internationale sur la population ET le développement ». Les 179 pays signataires ont admis que la population et le développement sont inextricablement liés, qu'il est nécessaire

d'autonomiser les femmes et de répondre aux besoins des couples et des individus en matière d'éducation et de santé. La conférence a adopté un Programme d'action sur vingt ans, axé sur les besoins et les droits des individus plutôt que sur la réalisation d'objectifs démographiques. Quand on sait qu'on prévoyait un passage de la population mondiale de 5,6 milliards en 1994 à 7,3 milliards en 2015 pour une stabilisation à 7,8 milliards en 2050, nous mesurons l'échec de cette troisième conférence. Les dernières statistiques projettent 9 milliards d'humains minimum en 2050...

Au XXI^e siècle, la détérioration brutale des ressources de la planète ne peut que confirmer le diagnostic de Malthus. Après des décennies d'agriculture intensive, l'analyse de Malthus des rendements décroissants en agriculture se vérifie aujourd'hui. Et la population s'accroît de 1 milliard de personnes tous les douze ans en moyenne ! Notre nombre a dépassé la capacité de la biosphère, d'autant plus qu'un bébé occidental va vouloir rentrer dans la société de surconsommation et de gaspillage et que les classes émergentes ne veulent qu'une chose, imiter le standard de vie occidental. Mais de cette problématique, nulle trace dans les programmes de SES : l'étude de Malthus a été supprimée, que ce soit dans l'ensemble du programme ou même dans la spécialisation en terminale. Malgré les tensions objectivement croissantes entre population et production alimentaire, le message malthusien a encore du mal à passer en France, même du côté de ceux qui font le journal « La Décroissance ». Leur organisme de théorisation, l'IEEDS (institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable) répond ainsi à la question, *La décroissance est-elle malthusienne ?* : « *La décroissance pense qu'il n'y a pas trop d'êtres humains sur terre, mais trop d'automobilistes.* » (décembre 2006, supplément inséré dans *La décroissance* n° 35).

Si j'avais à présenter un programme politique en France, je dirais que l'empreinte écologique des Français est telle que nous ne pouvons pas généraliser notre mode de vie et multiplier nos enfants. Que nos concitoyens comprennent enfin que nous n'avons pas trois ou quatre planètes à notre disposition ! Il faut donc construire à la fois une décroissance économique par la limitation de nos besoins et une décroissance démographique grâce à la neutralité de l'Etat en matière d'allocations familiales et de quotient familial (qui seraient donc supprimés) : pas de prime à des enfants surnuméraires. Dans l'éducation nationale, il sera mis en place une éducation à être ou non futurs parents. L'éducation sexuelle ne sera pas limitée à la présentation des moyens de contraception, mais à la responsabilité des couples par rapport aux limites de la planète. Face à une crise systémique, écologique et financière, il nous faut une éducation systémique.

(à suivre)

NB : pour lire la version complète de cette autobiographie, [ICI](#)

Des paroles et des actes

Par **James Howard Kunstler** – Le 28 juillet 2017 – Source kunstler.com



Je sais que je ne suis pas le premier à souligner comment Anthony Scaramucci, le nouveau directeur de la communication du président Trump, porte tout à coup, (et à merveille comme son homonyme), le rôle du coquin / bouffon de la Commedia dell'arte du vieux monde en attaquant ses camarades et ses bozos de l'école des clowns qu'est devenue la Maison Blanche. Bien sûr, ces bouffonneries ne reflètent que la vulgarité violente et étonnante de la culture américaine actuelle, d'autant plus qu'elle se ré-amplifie récursivement dans la chambre d'écho distordante de la télévision. C'est comme ça que nous roulons aujourd'hui – directement dans le trou du cul collectif de l'Histoire jusqu'à ce qu'un événement fatal provoque une dernière effrayante purge de nos propres bêtises.

Pourtant, il était plutôt choquant d'entendre Scaramucci se référer au chef d'état-major de la Maison Blanche, Rance Priebus, comme « un putain de schizophrène paranoïaque » et le très proche conseiller de Trump, Steve Bannon, comme quelqu'un qui « aime sucer sa propre bite ». C'est un peu comme si Paulie Walnuts de la série Les Sopranos errait dans l'aile Ouest de [Veep](#). Quelqu'un va se faire éclater, et ce sera une émeute de rire quand cela se produira.

Nous avons besoin d'un petit soulagement comique sous ces [latitudes des chevaux](#) de l'esprit du milieu de l'été, alors que le Show Trump, qui a été mis en vedette, semble entrer dans sa danse rituelle de la mort. Il y a aussi quelque chose de napoléonesque au sujet de Scaramucci. Voici un gars qui tranche la graisse odieuse de la politique américaine jusqu'à l'os avec le couteau d'équarrissage de sa morale profane. Personnellement, j'aimerais le voir jeter ses filets sur quelques cibles plus méritantes, et je peux même imaginer un scénario un peu farfelu où le petit mec vire Trump pendant une urgence nationale concoctée et parvient à se déclarer lui-même Premier Citoyen, ou un autre titre innovant pour lui permettre de diriger pendant un certain temps – disons, jusqu'à ce que les généraux le balancent par une fenêtre. Ou peut-être qu'il durera moins d'une semaine à son poste actuel. Je ne serais pas surpris non plus, si M. Bannon bat le [petit Mooch](#) à mort avec un poteau de cheminée du bureau ovale juste devant le Golem d'or de la grandeur lui-même.

Les moulins des dieux broient lentement, mais ils broient extrêmement bien – dans ce cas, inexorablement vers la médecine réparatrice du [25^e amendement](#). Il y a, après tout, cet ancien artefact déchiré, appelé l'intérêt national qui se cache quelque part à l'extérieur de toute cette momie colorée, d'autant plus que le gambit du tripatouillage russe ne semble se diriger nulle part. Il est plus qu'évident que le pauvre Trump est dépassé par un désordre systémique débilisant le rendant inapte à assumer ses pouvoirs de président. Dans quelques décennies, on dira qu'il avait « les tweets ».

C'est un type de mélodrame que le monde a vu auparavant dans une centaine de palais royaux et autres centres de pouvoir. La nécessité de se débarrasser du chef de l'État devient si péniblement évidente que le bavardage inutile cesse et toute intention est signalée par de simples regards appuyés, des soupirs et autres dispositifs lourds de langage corporel. C'est ce qui se passe maintenant au Sénat, dans les bureaux de direction des agences de renseignement, les terrasses de Martha's Vineyard et sûrement les couloirs sanctifiés de la Maison Blanche elle-même. D'une manière ou d'une autre, les couteaux sont de sortie.

Le scénario le plus économique serait que Trump gracieusement « démissionne » et soit autorisé à revenir à ses activités familières de rançonnement d'argent dans l'immobilier, où il ne peut vraiment nuire qu'à ses propres comptes bancaires et à sa postérité familiale. Ou il pourrait être viré à coups de pied, hurlant vers la sortie, disons-nous, et jeté aux bêtes sanglantes de la justice de l'État profond. Ce ne sera pas joli. L'un ou l'autre résultat pourrait provoquer beaucoup de méfaits « parmi les personnes qui ont voté pour lui ».

Dans tous les cas, je doute que la politique puisse supporter Trump beaucoup plus que jusqu'à la [fête du Travail](#) [premier lundi de septembre, NdT] – et je dis tout cela comme une personne qui n'a jamais fait partie de la soi-disant « Résistance ». Je ne suis même pas très convaincu que se débarrasser de Trump et installer son remplaçant, Mike Pence, laissera le gouvernement moins dysfonctionnel. Après tout, la nation traverse un arc d'histoire plus vaste et effrayant alors que la fête techno-industrielle est en bout de course, avec toutes les conséquences terriblement perturbatrices que cela implique. Mais au moins il y a une chance que nous puissions au moins faire face à cette situation sérieusement au lieu de nous sentir pris au piège dans une sorte de sitcom cosmique, dans un univers alternatif d'incohérences sans fin.

James Howard Kunstler

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Cat pour le Saker Francophone

[La guerre monétaire, puis commerciale... en attendant la vraie ?](#)

Par [James Rickard](#) – Le 7 août 2017 – Source [Daily Reckoning](#)

« ... Alors que progressent les guerres monétaires, commerciales et réelles, préparez-vous à des mouvements majeurs du marché à la baisse, au fur et à mesure que la réalité

de cette séquence prendra forme. »

Une thèse populaire depuis les années 1930 veut qu'il existe une progression naturelle, à partir des guerres monétaires, vers les guerres commerciales, pour finir en guerres réelles. L'histoire et l'analyse appuient cette thèse.

Les guerres de devises n'existent pas tout le temps. Elles surviennent sous certaines conditions et persistent jusqu'à ce qu'il y ait une réforme systémique ou un effondrement systémique. Les conditions qui donnent lieu à des guerres de change sont trop de dettes et trop peu de croissance.

Dans ces conditions, les pays tentent de détourner la croissance des partenaires commerciaux en réduisant la valeur de leur monnaie pour promouvoir leurs exportations et créer des emplois.

Le problème avec les guerres de change est que ce sont des jeux à somme nulle ou à somme négative. Il est vrai que les pays peuvent profiter d'un ballon d'oxygène à court terme en dévaluant leur monnaie, mais plus tôt que plus tard, leurs partenaires commerciaux font la même chose pour reprendre l'avantage des exportations.

Ce processus de dévaluations, en réponse du berger à la bergère, se nourrit du pendule de l'avantage commercial à court terme qui se balance d'avant en arrière et finalement personne n'y gagne.

Au bout de quelques années, la futilité des guerres de devises devient évidente, et les pays recourent aux guerres commerciales. Il s'agit de tarifs punitifs, de subventions à l'exportation et de barrières non commerciales au commerce.

La dynamique est la même que dans une guerre de devises. Le premier pays à imposer des tarifs obtient un avantage à court terme, mais les représailles ne tardent pas et l'avantage initial est éliminé car les partenaires commerciaux imposent des tarifs en réponse.

Les guerres commerciales produisent le même résultat que les guerres de change. Malgré l'illusion d'un avantage à court terme, à long terme, tout le monde est dans une situation pire. La condition initiale d'une trop grande dette et de trop peu de croissance ne disparaît jamais.

Enfin, les tensions augmentent, des blocs rivaux se forment et une guerre réelle commence. Les guerres réelles ont souvent un grief ou une justification économique sous-jacente.

La séquence du début du XX^e siècle a commencé par une guerre de la monnaie qui, partie de l'Allemagne de Weimar par une hyperinflation de 1921 à 1923, s'est aggravée par une dévaluation française en 1925, suivie en 1931 par une dévaluation du Royaume-Uni, et américaine en 1933, pour finir par d'autres dévaluations française et britannique en 1936.

Pendant ce temps, une guerre commerciale mondiale a émergé après les taxes à l'importation de la loi Smoot-Hawley en 1930 aux États-Unis, et des taxes comparables chez les partenaires commerciaux des États-Unis.

Enfin, une guerre réelle est apparue avec l'invasion japonaise de la Mandchourie en 1931, puis celle de Pékin et de la Chine en 1937, l'invasion allemande de la Pologne en 1939 et l'attaque japonaise contre Pearl Harbor en 1941.

Finalement, le monde a été englouti dans les flammes de la Seconde Guerre mondiale, et le système monétaire international s'est complètement affaissé jusqu'à la Conférence de Bretton Woods en 1944.

Ce modèle se reproduit-il aujourd'hui ?

Malheureusement, la réponse semble être oui. La nouvelle guerre des devises a commencé en janvier 2010 avec les efforts de l'administration Obama pour promouvoir la croissance américaine grâce à un dollar faible. En août 2011, le dollar américain a atteint un plus bas historique de l'indice réel général de la Réserve fédérale.

D'autres nations se sont rebiffées, et la période du dollar bon marché a été suivie par l'euro bon marché et le yuan bon marché après 2012.

Encore une fois, les guerres monétaires se sont révélées être une impasse.

Maintenant, les guerres commerciales ont commencé. Le jeudi 27 juillet, le Congrès des États-Unis a adopté l'un des projets de loi de sanctions économiques les plus sévères jamais vues et l'a envoyé au Président Trump pour signature. Trump a signé, mais sans enthousiasme.

Mais les opinions de Trump n'ont pas vraiment d'importance. Le projet de loi a été adopté par des majorités anti-veto à la Chambre et au Sénat, alors même si Trump avait opposé son veto au projet de loi, le Congrès l'aurait vaincu et les sanctions deviendraient la loi du pays.

Cette nouvelle loi prévoit que les entreprises américaines ne peuvent pas participer aux efforts russes pour explorer le pétrole et le gaz dans l'Arctique. Mais cela va plus loin et exige que même les entreprises étrangères qui font affaire avec la Russie dans l'exploration de l'Arctique soient exclues des marchés américains et des contrats américains.

Ces nouvelles sanctions constituent une menace existentielle pour la Russie, car celle-ci dépend fortement des recettes pétrolières et gazières pour propulser son économie. La Russie cherche de nouveaux gisements afin de maintenir sa position quasi monopolistique en tant que premier fournisseur d'énergie en Europe. Elle a besoin de la technologie occidentale pour relever les défis de l'exploration de l'Arctique.

En effet, cette loi nuit à ses efforts sur le plan financier et technologique et affaiblit ses marchés énergétiques mondiaux.

La Russie a déjà promis des représailles.

Pourtant, les représailles russes ne consisteront pas en des sanctions réciproques contre les États-Unis. La Russie a déclaré qu'elle frapperait asymétriquement. Cela signifie que la Russie utilisera les moyens qu'elle maîtrise le mieux, y compris les cyberattaques.

Si vous vous réveillez un de ces jours prochains et que votre portail électrique est en panne et que les banques et les bourses sont fermées, vous pourrez remercier le Président Poutine et le Congrès des États-Unis pour avoir provoqué une guerre financière et cybernétique qu'aucun des deux pays ne pourra contrôler.

Pendant ce temps, la guerre commerciale avec la Chine, attendue depuis longtemps, a commencé. Il s'agit d'une guerre commerciale que le président Trump a brandit tout le temps pendant qu'il faisait campagne. Pourtant, après que Trump a pris son office en tant que président, il n'a rien fait contre les pratiques commerciales et de change chinoises. Trump n'a pas accusé la Chine de « manipuler sa devise » et n'a pas imposé de taxes sur l'acier et l'aluminium chinois vendus en dumping sur les marchés américains et mondiaux.

La raison pour laquelle Trump n'a pas agi rapidement était qu'il voulait l'aide de la Chine pour faire face au programme d'armement nucléaire et de missiles de la Corée du Nord. Si la Chine met la pression sur la Corée du Nord, Trump sera coulant avec la Chine.

Mais la Chine n'a pas tenu son rôle. Elle n'a pas agi pour faire changer le comportement de la Corée du Nord et ne le fera pas dans le futur. Maintenant Trump n'a aucune raison de se retenir. La Maison Blanche a déjà commencé à libérer son formidable arsenal d'armes commerciales contre la Chine.

L'administration Trump a clairement indiqué son intention d'imposer des taxes sur l'acier et l'aluminium chinois bon marché et de punir la Chine pour le vol de la propriété intellectuelle des États-Unis. Après cela, de plus amples mesures seront prises pour punir les banques chinoises qui aident la Corée du Nord à financer ses programmes d'armement. Les États-Unis peuvent bloquer les acquisitions d'entreprises américaines par un groupe appelé Comité d'investissement étranger aux États-Unis ou CFIUS. Ce comité a déjà bloqué plusieurs transactions chinoises et en a encore beaucoup en attente d'évaluation.

En novembre, les États-Unis colleront à la Chine l'étiquette de « manipulateur de devises », qui débitera un autre processus d'enquêtes, ce qui entraînera d'autres sanctions. À l'instar de la Russie, la Chine n'acceptera pas tout cela, mais prendra des mesures de riposte avec ses propres sanctions, taxes et interdictions des investissements américains en Chine. Préparez-vous pour une guerre financière totale entre les États-Unis et la Chine.

Cette guerre commerciale et monétaire ébranlera les marchés et provoquera un virage important dans la croissance mondiale.

L'Allemagne est également dans le collimateur en raison de son excédent commercial énorme. Trump a déjà déchiré l'accord commercial Trans-Pacifique et a informé le Canada, le Mexique et la Corée du Sud que ces accords commerciaux devaient être renégociés.

Aucun de ces partenaires commerciaux ne se tiendra coi face à cette attaque américaine contre les relations commerciales bilatérales. On peut s'attendre à une rétorsion. Une guerre commerciale à grande échelle est maintenant devant nous.

Ensuite vient la guerre réelle avec la Corée du Nord, qui va inévitablement impliquer la Russie, la Chine, la Corée du Sud et le Japon. Cela équivaudrait à la troisième guerre mondiale.

Selon l'aphorisme réputé de Mark Twain, « l'histoire ne se répète pas, mais elle rime. »

Aujourd'hui, il semble que nous rejouions les années 1930. Espérons que les choses n'iront pas aussi loin qu'à l'époque. Aujourd'hui les marchés ne sont pas évalués en fonction des pires conséquences des leçons de l'histoire.

Alors que progressent les guerres monétaires, commerciales et réelles, préparez-vous à des mouvements majeurs du marché à la baisse, au fur et à mesure que la réalité de cette séquence prendra forme.

Jim Rickards

Traduit par jj, relu par Cat pour le Saker Francophone

Cette bombe à retardement du Pacifique qui inquiète les scientifiques

Publié par Le Nouveau Paradigme sur 9 Août 2017



Une équipe internationale de l'Institut Alfred Wegener spécialisée dans la recherche polaire et marine a découvert une énorme quantité de gaz carbonique accumulée dans l'océan Pacifique.

Certains parlent de « monstre marin endormi ». C'est en fait une importante accumulation de gaz carbonique, formée durant la période glaciaire, qui commence à refaire surface dans la partie sud de l'océan pacifique. Un gaz à effet de serre qui s'est

accumulé depuis 800 000 ans, suite à la chute de la température ambiante.

Les scientifiques ont en fait récemment localisé un important réservoir de dioxyde de carbone à une profondeur de 2000 à 4300 mètres dans le sud du Pacifique. La raison pour laquelle les échantillons ont été prélevés dans cette région marine est la suivante : la courbe d'analyse du dioxyde de carbone a montré qu'à la fin de la dernière ère glaciaire, de grandes quantités de ce gaz ont été libérées dans l'atmosphère. Leurs derniers résultats d'expérience sont d'ailleurs en libre accès dans une revue anglaise scientifique, Nature Communications. Ce réservoir inquiète cette équipe de chercheurs car il semblerait qu'il remonte petit à petit et qu'il constitue donc une « bombe à retardement ».

En effet, une fois que le gaz est remonté à la surface, il s'échappe progressivement dans l'atmosphère et contribue donc au réchauffement climatique. Si le gaz remonte à la surface, c'est parce que le sud de l'océan Pacifique est considéré comme une des plus grandes fenêtres de ventilation des océans du monde. C'est un endroit où les courants océaniques permettent à l'eau des grandes profondeurs de remonter à la surface pendant une courte période. Période durant laquelle les masses d'eau riches en carbone libèrent le dioxyde de carbone qu'elles avaient stocké, contribuant ainsi à l'effet de serre et au réchauffement de la planète. Il est donc question d'une menace climatique à l'échelle mondiale car le réservoir contiendrait selon les scientifiques de l'institut, 60 fois plus de carbone que l'atmosphère pré-industrielle.

Régulièrement les signes du réchauffement climatique sont d'ailleurs visibles dans l'océan Pacifique. Aux Salomon, la disparition de cinq îles à cause de la montée des eaux et de l'érosion côtière a alerté la communauté internationale.



Il y a quelques jours, sur les côtes du Chili, une « marée rouge » a causé la mort de millions de poissons. Dans ce pays, le mois d'avril a été le mois d'avril le plus chaud jamais enregistré. En plein phénomène El Niño (invasion d'eau chaude qui se produit chaque année près des côtes de l'Amérique du Sud), des millions de poissons ont donc été retrouvés morts suite à une pollution aux algues qui a des conséquences sur toute

l'économie locale.

Sources : *Reportingclimatescience, Nature*

SECTION ÉCONOMIE

Dix ans après la crise financière, on a à nouveau «tous les symptômes»

SputnikNews et BusinessBourse.com Le 14 Août 2017



«Les enseignements n'ont pas été tirés»: dans une interview à Sputnik, des experts de la finance dénoncent un endettement encore plus important qu'en 2008 et mettent en garde contre le risque de répétition de la crise globale.

Il y a dix ans, l'une des plus grandes crises financières démarrerait. Un des déclencheurs fut le choix de la BNP Paribas de geler en 2007 les retraits de ses clients dans trois de ses fonds Sicav qui étaient en grande partie investis dans des «subprimes». En effet, dans les années 2000, des millions de ménages modestes ont profité de prêts à taux variables qui étaient indexés sur la valeur des biens immobiliers. Lorsque ces taux se sont envolés à cause de l'éclatement de la bulle spéculative immobilière, ces ménages n'ont pas pu s'acquitter de leurs dettes.

Dix ans après le séisme qui a secoué la planète financière, une nouvelle crise a toutes les chances de se reproduire, estime dans un entretien à Sputnik Josse Roussel, professeur à la Paris School of Business.

«On a tous les symptômes d'une nouvelle crise financière. En effet, on a un endettement encore plus important que ce qu'il était en 2008», met-il en garde.

«Carburant de la finance» et facteur majeur du déclenchement des crises, l'endettement renferme de nombreux risques pour le système financier. Ce phénomène conduit notamment aux bulles spéculatives, explique M. Roussel. Et ce qui facilite l'endettement, ce sont les politiques monétaires des banques centrale.

«D'une certaine manière elles jouent un rôle tout à fait surprenant parce qu'elles contribuent de par leurs politiques monétaires expansionnistes à gonfler l'endettement au niveau mondial. Ce gonflement aboutit à des bulles spéculatives», fait-il remarquer.

Et de poursuivre: «Les banques sont prises dans ce jeu et profitent de cette manne car

elles sont impliquées dans ce mode de fonctionnement.»

Josse Roussel n'est pas le seul à redouter la répétition de la crise de 2008. L'analyste financier Philippe Béchade se dit lui aussi inquiet des effets négatifs du surendettement.

«L'endettement mondial a gonflé de manière exponentielle depuis fin 2008/2009, explique-t-il à Sputnik. Les banques centrales ont gonflé leurs bilans, une partie du crédit qui a été créée a été captée par les institutions financières qui continuent de spéculer comme elles le faisaient avant la crise.»

Il note que des bulles de crédit sont apparues dans le secteur automobile et évoque à nouveau les subprimes: les banques n'ont pas retenues les leçons de la crise des subprimes et sont encouragées à prêter.

«On a commis les mêmes péchés et on les a amplifiés par de la création monétaire», résume-t-il.

Il y a plus d'un siècle, les banques centrales mentaient déjà éhontément avec la complicité de la presse

Par Or-Argent- Août 15, 2017

Source : extraits de cet article de Zero Hedge

OVER - SUBSCRIBED WAR LOAN.

Another and still more profitable Investment
now open to disappointed subscribers.

**4½% with guaranteed appreciation of Capital.
Repayable in Ten Years.**

Actuated beyond all question by motives of patriotism no less than by thought of securing a good investment, the British Public has offered the Government every penny it asked for—and more. The loan asked for was £350,000,000, bearing interest at 3½ per cent., and redeemable at par on or before 1st March, 1928.

will be greatly appreciated by anyone seeking a really safe and profitable investment.

4½% WITH APPRECIATION OF CAPITAL.

As against the 3½ per Cent. of the War Loan, the investment offered by the "Sun Life of Canada" yields a guaranteed 4½ per cent. The Company further...

Lorsqu'on se rend compte du mensonge que sont les mandats officiels des banques centrales concernant l'emploi et l'inflation, que l'on comprend que leur véritable

rôle est de soutenir artificiellement les marchés et de préserver la confiance, leurs actions prennent tout à coup tout leur sens. Elles peuvent dire tout et n'importe quoi pour atteindre leurs vrais objectifs tant qu'elles ne se font pas prendre en train de mentir.

Aujourd'hui, grâce au *Financial Times* qui reprend les découvertes du [blog Bank Underground](#), nous en avons la preuve : pour la première fois de l'histoire, des éléments concrets indiquent qu'une banque centrale a sciemment menti afin de tenter de préserver la stabilité des marchés.

Le 8 août 2017, la Bank of England a admis que le gouvernement britannique, n'étant pas parvenu à couvrir totalement son emprunt de guerre de 1914, fut forcé de se tourner vers elle pour couvrir le trou supérieur à 100 millions de livres sterling. Cependant, le gouvernement le fit après avoir menti à la population en affirmant que l'emprunt avait été sur-souscrit de 250 millions ! (...)

Malgré un taux attractif de 4,5 %, les investisseurs ne se bousculèrent pas au portillon. (...) Le gouvernement estima que la nouvelle de cet échec serait désastreuse pour le pays. Il complota donc avec la Banque d'Angleterre pour qu'elle achète le reliquat. Elle le fit au nom de son Trésorier en chef pour brouiller les pistes, et les actifs furent ajoutés dans la rubrique « Autres actifs » sur son bilan.

Ironie du sort, le *Financial Times*, à l'époque, fit partie des journaux qui disséminèrent la « fausse nouvelle ».

L'économie sous la menace de Trump

[Nouriel Roubini](#) / [Président de Roubini Global Economics](#) Le 07/08 2017 [LesEchos.fr](#)

LE CERCLE/PROJECT SYNDICATE - Six mois après l'entrée de Donald Trump à la Maison Blanche, on peut appréhender ce que pourrait être sa politique économique et les perspectives de l'économie américaine. Et les paradoxes sont nombreux, comme presque tout ce qui tourne autour de sa présidence.

La déconnexion entre les bons résultats des [marchés financiers](#) et l'économie réelle pose question. Alors que la Bourse continue à atteindre de nouveaux sommets, le [taux de croissance des USA](#) n'a été que de 2 % pour le premier semestre 2017 - plus bas que lors de la présidence de Barak Obama. Et il ne faut pas s'attendre à une hausse sensible pour le deuxième semestre.

Les investisseurs en Bourse continuent à croire que Trump parviendra à stimuler la croissance et à accroître les bénéfices des entreprises. Par ailleurs, en raison de la [faible croissance des salaires](#), l'inflation n'atteint pas l'objectif fixé par la Fed (la Réserve fédérale américaine), ce qui obligera cette dernière à augmenter plus lentement que prévu les taux d'intérêt.

Marge de manoeuvre serrée au Congrès

Des taux d'intérêt à long terme plus bas et un dollar plus faible que prévus sont une bonne chose pour la Bourse américaine, et le programme pro-entreprise de Trump est encore favorable en principe à certains titres en Bourse, même si la reflation n'a pas eu lieu.

Le risque est moindre de voir un plan de relance budgétaire massif pousser le dollar à la hausse et contraindre la Fed à augmenter ses taux. Au vu de l'inefficacité de l'équipe de Trump, il y a tout lieu de penser que si jamais il y a un plan de relance, il sera de beaucoup plus faible ampleur que prévu.

L'incapacité du gouvernement américain à avancer sur le front économique va probablement perdurer. Au Congrès, les républicains ne sont [pas parvenus à remplacer la loi](#) sur l'assurance-maladie d'Obama (l'Obamacare) par une autre, notamment parce que les plus modérés d'entre eux ont refusé de voter un projet qui priverait 20 millions d'Américains de toute assurance-maladie.

Le gouvernement veut maintenant [réformer la fiscalité](#), mais cette réforme sera aussi difficile, sinon plus difficile, à mettre en oeuvre. Les premiers projets en ce domaine reposaient sur des économies qui devaient être réalisées grâce à l'abrogation de l'Obamacare et à l'institution d'une taxe d'ajustement frontalier, abandonnée depuis.

La marge de manoeuvre des républicains au Congrès s'est donc considérablement rétrécie. La réglementation du Sénat prévoit que pour être adoptée à la [majorité simple](#), une baisse d'impôt doit être neutre sur le plan budgétaire au bout de 10 ans, aussi les républicains devront-ils procéder à une baisse d'impôt très inférieure à ce qui était prévu, ou bien accepter qu'elle soit temporaire et restreinte.

Pour qu'une réforme fiscale bénéficie aux travailleurs américains et stimule la croissance, elle doit reposer sur les riches et alléger la charge des travailleurs et de la classe moyenne. Mais le projet de Trump va en sens inverse : 80 à 90 % des baisses d'impôt bénéficiera aux 10 % des citoyens disposant des revenus les plus élevés.

La faible croissance des salaires pénalise l'économie

Contrairement à ce que proclament Trump et les républicains du Congrès, les entreprises américaines n'entassent pas des milliers de milliards de dollars en liquide tout en refusant d'investir parce que leur taux d'imposition serait trop élevé. Elles sont réticentes à investir parce que la faible croissance des salaires limite la consommation et de ce fait, la croissance de l'économie.

Par ailleurs le [projet d'investissement](#) de 1.000 milliards de dollars dans les infrastructures pour stimuler à court terme la croissance n'est pas encore à l'ordre du jour. Plutôt que d'investir directement pour ce montant, le gouvernement veut inciter le secteur privé à développer divers projets au moyen d'une modeste incitation fiscale.

Malheureusement cela ne suffira pas pour développer de grands projets d'infrastructure depuis leur conception jusqu'à leur réalisation, tandis que les projets prêts à démarrer sont rares.

Venons-en à la politique commerciale. Elle comporte un élément positif : le non-[recours](#) à un protectionnisme radical, qu'il s'agisse de la stigmatisation de tel ou tel pays qualifié de manipulateur de devises, de l'introduction de barrières douanières généralisées ou de l'application d'une taxe d'ajustement frontalier.

Par contre, Trump s'en tient à son credo, «*Acheter Américain, embaucher Américain*», ce qui nuira à la croissance plutôt que de sauver des emplois. Il a déjà abandonné le Partenariat transpacifique, de même que les négociations avec l'UE sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement. Il renégocie l'Accord de libre-échange nord-américain et pourrait essayer de renégocier d'autres accords de libre-échange, comme celui avec la Corée du Sud.

Il peut encore déclencher une guerre commerciale avec la Chine en imposant des taxes sur les importations d'acier et d'autres produits - d'autant que la Chine ne coopère pas comme il le souhaiterait face à la menace nucléaire croissante de la Corée du Nord.

Une politique migratoire aux effets pervers

Il pourrait aussi limiter le potentiel de croissance des USA en restreignant l'immigration. Non content d'interdire l'entrée du territoire des USA aux citoyens de six pays à majorité musulmane, il veut restreindre l'immigration des travailleurs hautement qualifiés et accroître l'expulsion des immigrés sans-papiers.

Tout cela, et on peut y ajouter son fameux [projet de mur](#) à la frontière mexicaine, limitera la main d'oeuvre disponible, et de ce fait la croissance, d'autant que la population américaine vieillit et que beaucoup d'Américains atteignent l'âge de la retraite.

Enfin, le projet de déréglementation de Trump ne facilitera pas la croissance économique, et pourrait même la freiner à long terme. Si la déréglementation va trop loin dans le domaine financier, elle pourrait générer une nouvelle bulle des actifs et du crédit, voire même une nouvelle crise financière accompagnée d'une récession.

La décision de Trump de [se retirer de l'accord de Paris](#) sur le climat, combinée avec une [régression](#) réglementaire en matière de protection de l'environnement conduiront à un ralentissement de la croissance des secteurs industriels verts comme celui de l'énergie solaire. Et une moindre protection des travailleurs réduira encore le pouvoir de négociation de ces derniers, ce qui freinera la hausse des salaires et la consommation.

Il n'est donc pas étonnant que la croissance réelle et la croissance potentielle ne soient

que de l'ordre de 2 %. Certes l'inflation est faible, tandis que la Bourse et les profits des entreprises sont à la hausse.

Mais le fossé entre la finance et l'économie réelle se creuse. Le haut niveau de la Bourse alimenté par les liquidités et une exubérance irrationnelle donnent une image déformée de l'économie réelle ; une correction est inévitable. Qui Trump accusera-t-il lorsque cela se produira ?

La fragile reprise de l'économie mondiale

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics Le 08/06 2017 LesEchos.fr

~~Tous les signes d'un rebond durable de la croissance semblent désormais en place. Mais entre le risque Trump et le retour de la Chine à ses vieux démons en matière d'investissements, il ne faut pas se réjouir trop vite.~~

~~Depuis deux ans, l'économie mondiale se porte mieux, même si elle oscille entre des phases de croissance rapide et de décélération. Au cours de cette période, deux épisodes notamment ont provoqué une chute des Bourses mondiales d'environ 10 %. S'agit-il d'un cycle qui apparaît ou bien simplement d'un à-coup dans le redressement observé ?~~

Le premier épisode a eu lieu en août-septembre 2015, au moment où beaucoup d'observateurs craignaient un atterrissage brutal de l'économie chinoise. Le deuxième, en janvier-février 2016, concernait aussi la Chine. Mais les investisseurs craignaient également un arrêt de la croissance aux Etats-Unis, un effondrement du prix du pétrole et des matières premières, une hausse rapide des [taux d'intérêt](#) américains décidée par la Réserve fédérale (Fed) et une politique non orthodoxe de taux d'intérêt négatifs en Europe et au Japon.

Ces phases de décélération ont duré environ deux mois, jusqu'au moment où le mouvement de la Bourse s'est inversé. La crainte des investisseurs s'est révélée injustifiée, tandis que les banques centrales ont entamé leur politique de relâchement monétaire et que la Fed a retardé le moment d'augmenter les taux d'intérêt.

Dans les mois qui ont précédé l'élection de Donald Trump en novembre dernier, l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle phase d'expansion - même si son potentiel de croissance est resté faible. Peut-être vivons-nous encore dans ce que le FMI qualifie de « nouvelle médiocrité » et les Chinois de « nouvelle normalité » caractérisée par un potentiel de croissance faible. Pourtant l'activité économique a redémarré aux Etats-Unis, en Europe et au Japon. C'est aussi le cas dans les principaux pays émergents.

Le [taux de croissance](#) chinois s'est stabilisé grâce à de nouvelles mesures de stimulation. L'économie de l'Inde, de certains pays asiatiques et même de la Russie et du Brésil, qui ont subi une récession entre 2014 et 2016, s'est redressée depuis. Et avant même que l'élection présidentielle américaine ne suscite une amélioration provisoire des attentes économiques, le pari du marché sur une réflation a indiqué le début d'une nouvelle phase de modeste expansion à l'échelle planétaire.

Les dernières données économiques suggèrent que la croissance pourrait s'accélérer au niveau mondial. Mais on ne peut exclure la possibilité que la phase d'expansion actuelle débouche sur un nouveau ralentissement mondial - ou même sur un arrêt brusque de la croissance.

Ainsi, les marchés ont trop joué à la hausse avec l'arrivée de Trump. Il ne pourra appliquer aucune des mesures radicales en faveur de la croissance qu'il a proposées et sa politique n'aura qu'un impact limité. La probabilité que le taux de croissance des Etats-Unis passe de 2 % à 3 % est infime.

Les marchés ont aussi sous-estimé les risques de la politique du nouveau président américain. A titre d'exemple, les mesures protectionnistes qu'il a annoncées déclencheraient une guerre commerciale et les limitations qu'il a imposées à l'immigration vont probablement affecter la croissance en réduisant la main-d'oeuvre disponible.

Par ailleurs, son projet de stimulation budgétaire de l'économie est excessif, car les Etats-Unis sont proches du plein-emploi. Ce projet contraindrait la Fed à augmenter encore plus rapidement les taux d'intérêt - ce qui nuirait au redressement de l'économie, car cela augmenterait le coût du crédit à long terme et pousserait le dollar à la hausse.

Les marchés sous-estiment également les risques géopolitiques, dont beaucoup tiennent à la politique étrangère confuse et dangereuse de Trump. Nombre de scénarios impliquant les Etats-Unis pourraient déstabiliser l'économie mondiale. Une confrontation militaire entre eux et la Corée du Nord semble désormais plausible. Il en est de même d'un conflit diplomatique ou militaire entre les Etats-Unis et l'Iran qui pourrait conduire à un choc pétrolier, ou encore une guerre commerciale entre l'Amérique et la Chine qui déboucherait sur un conflit géopolitique de grande ampleur.

Mais Trump n'est pas le seul danger sur la scène internationale. Pour stabiliser sa croissance, la Chine a [recours](#) à une nouvelle phase d'investissements fixes appuyés sur le crédit. Autrement dit, à moyen terme, elle sera confrontée à un nombre croissant de problèmes d'actifs toxiques, de surendettement et de surcapacités. Or le Congrès national du Parti communiste chinois qui aura lieu cette année donnera la priorité à la croissance et à la stabilité économique. De ce fait, les discussions sur le rééquilibrage de la croissance et sur les réformes structurelles nécessaires passeront à l'arrière-plan.

Enfin, les résultats des récentes élections en Hollande et en France (et les pronostics favorables pour les élections en Allemagne qui auront lieu en septembre) ont diminué le risque d'une prise du pouvoir par les populistes en Europe. Mais l'UE n'est pas encore tirée d'affaire sur le plan économique. Et les marchés pourraient à nouveau craindre un éclatement de la zone euro, si le Mouvement cinq étoiles anti-euro accède au pouvoir en Italie lors des prochaines élections qui pourraient avoir lieu au début de l'automne.

On ne peut exclure pour l'année prochaine une reprise mondiale plus robuste et durable, si les dirigeants politiques ne font pas d'erreurs susceptibles de la faire dérailler. Et nous

savons là où il y a le plus de risques qu'ils commettent ces erreurs.

La descente aux enfers du Venezuela

Dominique Moïsi / Conseiller spécial à l'Institut Montaigne Le 26/06 2017 LesEchos.fr

Le Venezuela de Nicolás Maduro est devenu l'enfant terrible de l'Amérique latine. Trois quarts de la population a perdu en moyenne plus de neuf kilos par habitant. Au regard de l'histoire, le régime chaviste est condamné.

Les décès liés à l'obésité sont de nos jours trois fois plus nombreux que ceux causés par les famines. C'est tout du moins la conclusion à laquelle est arrivé l'historien israélien Yuval Noah Harari, ». Il est pourtant un pays d'Amérique latine qui fut autrefois riche et prospère, dont [les réserves pétrolières sont parmi les plus importantes au monde](#) , dont les habitants ne sont pas menacés par l'obésité. Au Venezuela, trois quarts de la population a perdu en moyenne plus de 9 kilos par habitant. Ce régime amaigrissant forcé est l'illustration plus concrète de la descente aux enfers qui frappe le pays depuis l'arrivée au pouvoir du [successeur d'Hugo Chávez, Nicolás Maduro](#) . La violence dans la rue - soixante-quinze morts en trois mois lors des manifestations de l'opposition -, les femmes qui partent accoucher en nombre toujours plus grand dans les pays voisins que sont le Brésil et la Colombie, la diminution de plus de 70 % des importations alimentaires depuis 2014 sont autant de signes de la gravité de la crise.

Pour comprendre le Venezuela, faut-il faire référence à la malédiction du pétrole ou à celle de l'Amérique latine, sinon aux deux à la fois ? Le Venezuela, c'est Cuba, la qualité des soins en moins, le pétrole en plus. Le régime peut-il effectuer les réformes nécessaires à sa survie ou est-il condamné à disparaître ? A travers le Venezuela se pose la question de l'Amérique latine dans son ensemble. D'un côté, des pays qui ont tout pour réussir, de l'autre, des élites trop souvent corrompues et légères.

Le Venezuela a une population presque équivalente à celle du Canada (près de 32 millions d'habitants) et ses réserves en pétrole sont deux fois supérieures à celles de ce pays. Mais là s'arrête la comparaison. Le Canada est le bon élève de la classe nord-américaine. Le Venezuela est, actuellement, [l'antimodèle le plus parfait de la classe sud-américaine](#). Le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, est la face souriante et charismatique d'un pays qui apparaît d'autant plus humain que son grand voisin l'est toujours moins. Nicolás Maduro est de manière caricaturale le leader d'un « Etat failli », qui, victime de ses dysfonctionnements structurels, en particulier de l'absence d'équilibre entre les pouvoirs, sombre dans [la misère, la violence et le désespoir](#). Au moment où le Brésil semble paralysé par une crise politique, qui ne cesse de s'approfondir, avec la révélation de nouvelles strates de corruption, la crise que traverse le Venezuela est-elle une simple aberration ou le miroir grossissant des maux d'un continent tout entier ? Cette dernière interprétation est sans doute excessive et simplificatrice, et ne tient pas compte des progrès réalisés par la Colombie et même l'Argentine, [ou de la stabilité du Chili](#).

De fait, le continent sud-américain évolue selon des cycles. Ainsi, au XX^e siècle, lorsque les régimes militaires des années 1960 et 1970 s'avérèrent incapables de résoudre la crise économique, ils furent suivis, dans les années 1980 et 1990, par le retour de la démocratie et de civils au gouvernement. Plus récemment, avec l'émergence d'un nouveau type de dirigeants nationaux, tels le Bolivien Evo Morales ou le Vénézuélien Hugo Chávez, l'Amérique latine a connu un cycle « populiste », faisant suite à une décennie de libéralisme économique extrême, ayant par exemple poussé l'[Argentine au bord de la ruine](#) . Dans les années 2000, les pétrodollars de Chávez semblaient presque équilibrer en termes d'influence le modèle réformiste et raisonnable du Brésil, Lula ayant inscrit sa démarche dans les pas éclairés de Cardoso. Peut-on parler aujourd'hui d'un double échec, même si celui des populismes est plus spectaculaire encore que celui des réformistes, alors que les deux sont unis, par une même malédiction, celle de la corruption ?

Comment expliquer la relative indifférence de l'opinion publique internationale face à la descente aux enfers du Venezuela ? Sur un plan régional, l'Amérique de Trump a certes tourné le dos à l'Amérique latine dans son ensemble et ne pense qu'à bâtir des murs pour se protéger de ses habitants. De plus, comment se soucierait-elle des dérapages d'un régime dont elle a toujours dénoncé les dérives idéologiques ? Elle a déjà fort à faire à remettre en cause le rapprochement effectué par le [président Obama avec Cuba](#). Le Brésil et la Colombie ouvrent leurs frontières aux milliers de citoyens vénézuéliens qui viennent chercher un réconfort alimentaire et médical face à un régime qui constitue pour eux la principale cause d'insécurité, sinon de chaos. Mais, en Europe, tout se passe comme si notre capacité d'indignation s'était tarie ou s'était concentrée plus près de nous au Moyen-Orient ou sur le continent africain. Des Latinos souffrent, qu'y a-t-il de nouveau à cela ? Les uns dénoncent justement les dérives populistes, d'autres, victimes de leur vision idéologique, défendent, en dépit du bon sens, un régime dont ils refusent de reconnaître l'absurde et catastrophique logique.

S'il existait, face au régime Maduro, une opposition unifiée et forte, si les tenants du pouvoir, avec le temps qui passe et la situation économique et sociale qui s'aggrave, ne défendaient pas désormais leur vie tout autant que leur survie au pouvoir, la transition serait plus facile. Craignant de connaître le sort de Ceausescu en Roumanie, Maduro - soutenu par des groupes armés qui lui sont fidèles et qui confondent les intérêts de la nation avec leurs intérêts personnels, sans parler de ceux des cartels de la drogue - s'accroche de toutes ses forces au pouvoir pour prolonger [les « lumières du chavisme »](#) . L'expression de « Corée du Nord latine » commence à être utilisée pour décrire le Venezuela, qui a certes le pétrole en plus et l'arme nucléaire en moins. L'expression est excessive, mais le seul fait qu'elle puisse être employée en dit long sur l'état du pays. Le régime est condamné, mais, faute d'alternative claire, le calendrier de sa chute reste un mystère.

Dominique Moïsi

Dominique Moïsi, professeur au King's College, est conseiller spécial à l'Institut Montaigne.